BRIDGE
development - gender

GENRE ET CITOYENNETÉ

Boîte à outils

Charlie Sever

agence intergouvernementale de la francophonie

Charlie Sever (auteure) est chercheuse au sein de l'équipe de BRIDGE. Elle a travaillé sur les thèmes du genre et développement, de la sexualité, des mouvements de femmes et de la société civile.

Lata Narayanaswamy (aide rédactionnelle) est chercheuse au sein de l'équipe de BRIDGE. Ses études portent sur l'inégalité entre les sexes et ses liens avec la pauvreté, les stratégies des organisations militantes contre les causes sous-jacentes de l'inégalité et de la pauvreté, et le rôle des hommes dans le paradigme genre et développement.

Maitrayee Mukhopadhyay (consultante extérieure) dirige le secteur Développement social et Équité entre les sexes au sein du Royal Tropical Institute, à Amsterdam. Maitrayee travaille sur les politiques de développement rural et urbain et la programmation en Asie et en Afrique, et plus spécifiquement sur la problématique homme-femme dans le domaine du développement. Ses récents travaux ont porté sur la citoyenneté et la gouvernance participative et leur pertinence dans les politiques et la pratique du développement.

Shamim Meer (consultante extérieure) est l'auteur du Panorama de ce *Kit Actu'*. Elle est chargée de recherche, auteure, et consultante en genre, organisation et développement. Militante politique en Afrique du Sud dans les années de luttes contre l'Apartheid, elle a travaillé avec des organisations de femmes au sein des communautés et des syndicats. Elle a publié *Women Speak : Reflections on our Struggles 1982-1997* (*Les femmes ont la parole : retour sur nos luttes 1982-1997)* et *Femme, terre et autorité.*

Autres contributions
Remerciements à Hazel Reeves et Susie Jolly (BRIDGE) ainsi qu'à Joanna Wheeler (Development Research Centre on Citizenship, Participation and Accountability) et Paola Brambilla (Logolink) pour leur aide substantielle et leurs précieuses suggestions. Remerciements également à Judy Hartley pour la préparation des textes pour l'édition et à Laurence Nectoux pour la traduction française.

Nous remercions le Professeur Nira Yuval-Davis, University of East London, le Professeur Ruth Lister, University of Loughborough, ainsi que David Bull de Palgrave Macmillan d'avoir bien voulu autoriser BRIDGE à publier en ligne les articles du numéro spécial de la *Feminist Review* sur le genre et la citoyenneté. Remerciements également à Caroline Sweetman et à Taylor and Francis d'avoir accordé à BRIDGE la permission de publier en ligne trois articles extraits du Numéro 3, Volume11 de *Gender and Development*.

Cette *Boîte à outils* a été réalisée grâce au soutien financier du Ministère du Développement International au Royaume-Uni (DFID), de l'Agence Néo-zélandaise pour le Développement International (Nzaid), du Ministère Royal des Affaires Étrangères du Danemark (Danida), de l'Agence suédoise de Coopération Internationale au Développement (Asdi), de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), en Suisse. La traduction de la version française de ce *Kit Actu'* ont été financées par le L'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF).

Fondé en 1992, Bridge est un service de recherche et d'information sur le développement opérant dans le cadre de l'Institute of Development Studies (IDS), au Royaume-Uni. Bridge soutient les efforts déployés dans la sphère politique et sur le terrain en faveur de la prise en compte du genre, en comblant le fossé entre théorie, politique et pratique par l'apport d'informations accessibles et variées sur toutes les questions relatives à la notion de genre.

Autres publications dans la série des Kit' Actu :

- Genre et conflit armé, 2003
- Genre et budgets, 2003
- Genre et HIV/SIDA, 2002
- Genre et réforme culturelle, 2002
- Genre et participation, 2002

Ces *Kit Actu',* comme les autres publications de Bridge, y compris *En Bref*, peuvent être téléchargés gratuitement sur le site de BRIDGE à http://www.ids.ac.uk/bridge. Des versions imprimées sont en vente sur le site de la bibliothèque virtuelle de l'IDS à http://www.ids.ac.uk/ids/bookshop/index.html, ou auprès de l'ITDG, 103-105 Southampton Row, London WC1B 4HH, UK (tel: +44 (0)20 7436 9761; fax: +44 (0)20 7436 2013; email: orders@itpubs.org.uk). Un nombre limité d'exemplaires sera gracieusement mis à la disposition des organisations du Sud, sur demande (contacter BRIDGE pour de plus amples informations : bridge@ids.ac.uk)

© Institute of Development Studies, traduit avec la permission de l'IDS, Octobre 2004
ISBN 1 85864 468 2

Tables des matières

Acronymes **2**

1. Introduction **5**

2. Concepts fondamentaux **7**

2.1 Théorie du genre et de la citoyenneté 7

2.2 Genre, citoyenneté et développement – synthèses 10

2.3 Citoyenneté en contexte 18

3. Études de cas -- la citoyenneté en pratique **22**

3.1 Afrique 23

3.2 Asie 25

3.3 Europe 29

3.4 Amérique latines et Caraïbes 30

4. Outil, guides et manuels de formation **35**

4.1 Généralités 35

4.2 Impulser des campagnes 37

4.3 Introduire la problématique homme-femme dans la gouvernance locale 38

4.4 Institutions et instruments nationaux et internationaux 41

4.5 Renforcer l'accès des femmes aux fonctions dirigeantes et décisionnelles 45

4.6 Mener un travail de sensibilisation en direction des jeunes 46

4.7 Matériels pour les ateliers locaux 47

5. Ressources électroniques **49**

6. Réseaux et coordonnées **52**

6.1 Afrique 52

6.2 Le monde arabe 54

6.3 Asie et Pacifique 54

6.4 Europe 55

6.5 Amérique latine et Caraïbes 59

6.6 Amerique du Nord et Canada 61

Acronymes

ANC	African National Congress (Congrès national africain)
Asdi	Agence suédoise de Coopération Internationale au Développement
B.a.B.e.	Be Active, Be Emancipated
PAB	Plate-forme d'Action de Beijing
CALS	Centre for Applied Legal Studies (Centre d'études légales appliquées)
CEDPA	Centre for Development and Population Activities
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CEPIA	Citizenship Studies, Information and Action
CEI	Communauté des états indépendants
CLD	Centre for Legislative Development
CRTD	Centre for Research and Training on Development (Centre de recherche en formation sur le développement)
CWGL	The Center for Women's Global Leadership (Centre mondial pour le leadership des femmes)
DAW	Division des Nations Unies pour la promotion des femmes
DFID	Ministère du Développement International (Royaume-Uni)
DRC	Development Research Centre
DTI	Department of Trade and Industry (Ministère du commerce et de l'industrie)
ECAM	Equipo de Comunicación Alternativa con Mujeres
UE	Union européenne
FES	Friedrick-Ebert-Stiftung
FLACSO	Institut de sciences sociales en Amérique latine
GALZ	Gays and Lesbians of Zimbabwe
GCG	Gender, Citizenship and Governance Programme (Programme sur le genre, la citoyenneté et la gouvernance)
GTZ	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (German Technical Cooperation)
ICC	Indices d'accomplissement d'engagements
ICRW	International Centre for Research on Women
IDRC	International Development Research Centre (Centre de recherché en développement international)
IDS	Institute of Development Studies
IWRAW	International Women's Rights Action Watch
IWTC	International Women's Tribune Centre
KIT	Royal Tropical Institute
MacMag GLIP	Projet de Liaison et d'Information sur le Genre Pour la Région du Machreq/Maghreb
MIGEPROFE	Ministère du Genre et de la Promotion Féminine
ONG	Organisation non-gouvernementale
NU	Nagorik Uddyog
PDHRE	Mouvement des peuples pour l'éducation aux droits humains
POGAR	Programme de gouvernance pour la region arabe
PROWID	Promoting Women in Development
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
SDC	Swiss Agency for Development and Cooperation
SERNAM	Servicio Nacional de la Mujer
SNV	Netherlands Development Organisation (Organisation des Pays-Bas pour le développement)
SSP	Swayam Shikshan Prayog
CFC	Condition féminine Canada
TAMWA	Tanzania Media Women Association (Association des femmes des professions médiatiques en Tanzanie)
DUDH	Déclaration universelle des droits de l'Homme
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programme de Développement des Nations unies
UNIFEM	Fond de développement des Nations Unies pour les femmes
USA	États-unis

WCAR	Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée
WEDO	Women's Environment and Development Organization
WICEJ	Women's International Coalition for Economic Justice
WIDE	Women in Development Europe
WLP	Women's Learning Partnership
WN	World Neighbors

1. Introduction

La citoyenneté renvoie à l'appartenance à une communauté à laquelle des droits et des responsabilités sont attachées. Ce peut être une relation avec l'État et/ou entre individus au sein d'un groupe, d'une société ou d'une communauté. La citoyenneté est à la fois un statut — ou une identité — et une pratique ou un processus de relation au monde social à travers l'exercice de certains droits/protections et le respect d'obligations. Elle prend des sens différents d'une région à l'autre, d'une communauté à l'autre. La question n'est donc pas tant de savoir comment *atteindre* la citoyenneté mais plutôt de savoir comment l'utiliser pour *expliquer* et *renforcer* les éléments de la vie des individus qui fondent précisément leur appartenance à une communauté. Ce *kit actu'* examine dans quelle mesure une approche des droits et de la participation centrée sur la citoyenneté peut permettre d'avancer vers l'égalité des sexes.

Des ressources sur le genre et la citoyenneté

La citoyenneté est un concept abstrait et il convient d'être prudent lorsqu'on cherche à décrire ce qu'elle signifie en pratique et ce que l'on peut faire concrètement dans le cadre des interventions et des politiques de développement. Les projets de développement qui mettent l'accent sur la capacité des groupes marginalisés à accéder aux instances décisionnelles et à les influencer travaillent implicitement, voire explicitement, avec des concepts de citoyenneté. La citoyenneté renvoie à des institutions, des politiques et des structures concrètes, et à la façon dont les hommes et femmes peuvent les façonner en se servant des concepts de droits et de participation. Cette Boîte à outils entend signaler à l'attention des responsables politiques et des praticiens une sélection de textes fondamentaux afin de promouvoir l'égalité des sexes au travers des droits et de la participation. Ces ressources montrent comment les projets de développement peuvent comprendre et reconnaître les différents rôles des hommes et des femmes – leur citoyenneté propre, socialement construite, en fonction de leur sexe -- et oeuvrer à des processus de transformation positive de ces rôles et de leurs contenus.

Boîte à outils : mode d'emploi

La boîte à outils se compose de résumé de textes fondamentaux, d'études de cas, d'outils, de recommandations et d'autres ressources. Les résumés fournissent un instantané des points essentiels de chaque ressource, afin de permettre au lecteur un accès rapide aux informations, sans qu'il soit nécessaire de lire l'intégralité du rapport ou document. Chaque résumé indique comment se procurer une version imprimée du texte intégral ou le télécharger. Pour en savoir plus sur les diverses organisations qui ont produit ces textes, ou d'autres organisations citées dans le kit, se reporter à la liste des coordonnées en section finale.

La plupart des ressources de ce kit peuvent être téléchargées gratuitement sur Internet. Tous les documents étaient accessibles à la date du 24.11.2003. En cas de problème de téléchargement, la liste des coordonnées vous indiquera comment commander une version imprimée auprès de l'organisation ou de

l'auteur concernés. Les ouvrages et rapports diffusés par Women, Ink sont indiqués dans le texte (voir en section 6, Réseaux et coordonnées, la marche à suivre pour commander des textes).

Nouvelles ressources

De nouvelles ressources sur le genre et la citoyenneté ne cessent de voir le jour. Le site Web Siyanda publie les documents de cette Boîte à outils et des documents plus récents. Se rendre à http://www.siyanda.org.

2. Concepts fondamentaux

Cette section consacrée aux concepts fondamentaux présente une série de donnant un aperçu général des diverses utilisations et interprétations de la citoyenneté et de leurs variations en fonction des contextes. Tous les textes de cette section cherchent explicitement à introduire un point de vue sexospécifique, dans un contexte transculturel.

2.1 Théorie du genre et de la citoyenneté

La théorie de la citoyenneté peut sembler un corpus de connaissance complexe et souvent contradictoire, et paraître assez éloignée des besoins concrets du développement, sur le terrain. La citoyenneté étant à la fois une théorie et une pratique, il est utile de s'attacher à comprendre certains concepts théoriques sous-jacents qui expliquent pourquoi nous vivons et pratiquons la citoyenneté de la manière dont nous le faisons. Une bonne part des critiques de la citoyenneté qui informe le militantisme autour des droits des femmes provient du travail de théoriciens féministes qui ont cherché à mettre en évidence les parti-pris masculins indissociables des notions de citoyenneté -- lesquels ont des conséquences matérielles sur la vie des hommes et des femmes. Les ressources de cette section explorent certaines de ces critiques. Elles illustrent aussi en quoi la citoyenneté, telle qu'elle a été conçue par la théorie politique occidentale, et de nombreux féministes occidentaux, est bien différente de celle que connaissent les habitants d'autres régions, dans d'autres situations, dans un monde postcolonial.

***Feminist Review*, 1997, Vol 57: 4-27 – Special issue on Gender and Citizenship (Numéro spécial sur le genre et la citoyenneté)**

Ce numéro spécial regroupe quelques-uns des débats théoriques actuels sur le genre et la citoyenneté dans un contexte de globalisation, dont certains portent sur la nature changeante des identités et des sentiments d'appartenance personnels et collectifs des individus. L'hermétisme de la citoyenneté à la notion de genre et la nécessité de comprendre la relation entre l'individu et l'État sont depuis longtemps un domaine d'étude de la théorie féministe. Au travers de documents issus de divers contextes nationaux et régionaux, les auteurs examinent la séparation existante entre les sphères publique/politique et privée/domestique et ses implications sur les critères d'appartenance communautaires et l'accès au pouvoir. Ils proposent des formes alternatives de citoyenneté incluant une intelligence de la différence et de la façon dont la citoyenneté opère dans différents domaines d'activité.

Ce numéro spécial contient les articles suivants :

- ‘Women, Citizenship and Difference’, de Nira Yuval Davis, brosse un tableau des questions théoriques et décrit l’utilisation qui peut être faite des concepts de citoyenneté pour créer des alliances politiques en s'appuyant sur les différences, au lieu de les déplorer (voir ci-dessous).
- ‘Citizenship: Towards a Feminist Synthesis’ de Ruth Lister montre comment la citoyenneté nationale parvient à exclure certains groupes spécifiques au travers des institutions (voir ci-dessous)
- ‘Enabling Citizenship: Gender, disability and citizenship in Australia’ d’Helen Meekosha et Leanne Dowse aborde la question du handicap dans le débat sur les droits et les obligations de la citoyenneté.
- ‘The Public/Private - The Imagined Boundary in the Imagined Nation/State/Community: The Lebanese case’ de Suad Joseph se penche sur l'orientation occido-centriste des théories de la citoyenneté (pour un résumé de l'article de Suad Joseph ‘Gender and Citizenship in the Arab World’, voir la section 2 de cette boîte à outils).
- ‘The Limits of European-ness: Immigrant women in Fortress Europe’ d’Helma Lutz s'intéresse à la citoyenneté des femmes immigrées.
- ‘Negotiating Citizenship: The case of foreign domestic workers in Canada’ de Daiva Stasiulis et Abigail B. Bakan étudie les droits de la citoyenneté dans le cadre du travail et de l'immigration.
- ‘Women’s Publics and the Search for New Democracies’ de Zillah Eisenstein explore le rôle du féminisme international dans la définition des contenus et des frontières de la citoyenneté, à la suite notamment de la conférence de Beijing en 1995.

Si vous souhaitez-vous abonner à la *Feminist Review*, rendez-vous sur le site de Palgrave Macmillan à : http://www.palgrave-journals.com/pal/subscribe/main.html ou envoyez un courriel à : subscriptions@palgrave.com

Yuval-Davis, N., 1997, ‘Women, Citizenship and Difference’, *Feminist Review* 57: 4-27
URL: http://www.siyanda.org/docs/davis_citizendifference.pdf

Dans un monde qui se globalise, où les rôles du local, du national et du global évoluent, les significations de la citoyenneté se modifient aussi. Cet article présente quelques-uns des débats théoriques émergeants sur le genre et la citoyenneté. Il soutient que la citoyenneté, au lieu de percevoir les individus comme identiques, devrait être considérée comme multiple et formée au travers de nombreuses positions différentes en fonction du genre, de l’ethnicité et de l'environnement urbain/rural. L'auteur remet en question les origines occido-centristes de la théorie de la citoyenneté et se concentre sur l'appartenance communautaire, les droits collectifs et la différence sociale dans des contextes locaux, nationaux et internationaux. Plus spécifiquement, l'article explore la manière dont la division entre la famille/le privé et le politique/le public opère pour exclure certains groupes, en particulier les femmes, de la citoyenneté. Il défend une interprétation plus large qui ne se concentre pas *uniquement* sur la relation entre les individus et l'État. Une théorie de la « citoyenneté active » peut promouvoir la participation des femmes et d'autres

groupes marginalisés dans certaines formes de prise de décision. Elle peut aussi garantir qu'ils bénéficient bien des droits et avantages attachés à l'appartenance communautaire -- les prestations sociales, par exemple – conditions nécessaires pour mettre les individus en *capacité* de participer. De cette manière, la citoyenneté peut agir comme un « outil de mobilisation politique » reliant différents projets féministes sur les scènes locale et globale.

Publié pour la première fois par la Feminist Review Ltd, cet article est disponible gratuitement en ligne grâce à l'aimable permission de l'auteur et de Palgrave Macmillan, pour un usage strictement privé.

Lister, R., 1997, 'Citizenship: Towards a Feminist Synthesis', *Feminist Review* 57: 28-48
URL: http://www.siyanda.org/docs/lister_citizensynthesis.pdf

Cet article montre comment la citoyenneté peut être utilisée comme un outil politique et théorique en combinant « droits » et « participation ». Les droits doivent inclure les droits sociaux et politiques. Les droits sociaux peuvent donner aux personnes désavantagées le pouvoir et les moyens de revendiquer des droits politiques et civiques. Les obligations attachées à la citoyenneté doivent être appréhendées à la lumière des rapports sociaux de sexe et des divisions du travail. La participation aux prises de décision ou « l'initiative » dans le domaine social, économique, culturel et politique engendre une forme de droits plus dynamique et active, où les individus travaillent ensemble pour améliorer leur qualité de vie. Celle-ci, à son tour, doit refléter le fait que certains types de participation comme la participation politique locale et/ou « informelle » verront plus facilement les femmes se porter en avant et que celles-ci peuvent être de précieux moyen d'exprimer une citoyenneté susceptible d'engendrer un sentiment de pouvoir personnel. L'article défend l'idée que la citoyenneté doit répondre au caractère « excluant » de ses mécanismes au vu de la migration globale actuelle. Les politiques nationales actuelles privent quantité de gens de leurs droits en exigeant d'abord qu'ils « s'intègrent ». L'auteur propose d'y remédier par un programme internationaliste qui appréhende la citoyenneté comme des droits et responsabilités élargis, opérant dans un contexte de démocratie et de reddition comptable. L'exclusion peut également être contrée au travers d'un « universalisme différencié » reconnaissant les différences au sein des groupes, sans toutefois renier un engagement universel en faveur de la participation de tous. Dans ce cas, la politique peut opérer au travers du dialogue et admettre des positions diverses et fluctuantes -- l'auteur cite l'exemple de la commission nationale des femmes d'Afrique du Sud qui a su représenter une vaste palette d'opinions féminines dans la période de transition vers la fin de l'apartheid, et celui des centres de femmes de Belfast opérant dans le cadre du conflit entre catholiques et protestants.

Publié pour la première fois par la Feminist Review Ltd, cet article est disponible gratuitement en ligne grâce à l'aimable permission de l'auteur et de Palgrave Macmillan, pour un usage strictement privé.

Bulbeck, C., 1998, 'Individual versus Community' in *Re-Orienting Western Feminisms: Women's Diversity in a Postcolonial World*, Cambridge: Cambridge University Press

La théorie de la citoyenneté se fonde en grande partie sur les droits et responsabilités de l'individu. Quelle est la place de la communauté dans ces théories et dans quelle mesure l'accent placé sur l'individu limite-t-il l'application des théories de la citoyenneté à l'horizon occidental ? Dans ce chapitre, Chilla Bulbeck remet à plat trois domaines fondamentaux de la théorie et de la pratique de la citoyenneté. Elle fait d'abord valoir que la communauté, non la voix personnelle et le libre arbitre de l'individu, est au centre de la perception de soi de beaucoup de femmes. Des critiques issues de femmes de culture non-occidentale montrent comment la compréhension des interdépendances et des relations que nous tissons avec notre entourage révèle diverses formes de pouvoir et de prise de décision. Ainsi, certaines femmes prendront des décisions concernant la vie familiale et privée en fonction de besoins collectifs et non de leurs intérêts individuels. En second lieu, l'auteur examine le concept de droits universels implicitement contenu dans la citoyenneté, montrant comment des instruments comme la Déclaration universelle des droits de l'homme et la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femme (CEDAW) sont hors d'atteinte de certains groupes (les femmes, les illettrés, les pauvres des régions rurales) qui n'ont pas accès aux mécanismes ni aux lois qui pourrait les faire respecter. En troisième lieu, elle démontre que l'interprétation de la citoyenneté en tant qu'appartenance de l'individu à un État-nation explique qu'il y ait de fréquents conflits entre la citoyenneté nationale et les fidélités communautaires. Ceci concerne plus particulièrement certains groupes comme les femmes qui sont plus impliquées dans l'activité et les débats locaux que nationaux. Le chapitre en appelle à une interprétation de la citoyenneté qui adapte les droits individuels en fonction des contextes et des besoins communautaires, et qui accorde de la valeur aux obligations et relations communautaires -- une interprétation qui prenne mieux la mesure des positions et des rôles des femmes. Des exemples englobant une large palette de cultures, langages et communautés illustrent la citoyenneté comme une combinaison multiple et changeante de droits, de liens et d'obligations.

Ce livre peut être commandé auprès de Cambridge University Press, ou de Women, Ink. Se reporter en section 6 pour les modalités pratiques.

2.2 Genre, citoyenneté et développement – synthèses

Les ressources de cette section montrent comment les compréhensions d'une citoyenneté soucieuse de l'équité des sexes peuvent s'appliquer dans la pratique et les politiques du développement. Les droits de la citoyenneté sont pertinents dans tous les domaines de l'action en développement, mais nous nous concentrons ici sur les domaines généraux que sont la gouvernance, la démocratie, la participation et la législation, au travers desquelles un environnement de droits citoyens et d'égalité des genres peut être établi. Les textes montrent comment il est possible d'œuvrer en faveur de réformes politiques et sociales grâce aux concepts de citoyenneté.

Ahern, P., Nuti P. and Masterson, J., 2000, 'Promoting Gender Equity in the Democratic Process: Women's Paths to Political Participation and Decisionmaking', *Promoting Women in Development (PROWID) Synthesis Paper*, Washington: International Centre for Research on Women (ICRW) and Centre for Development and Population Activities (CEDPA)
URL: http://www.icrw.org/docs/GCSLsynthesispaper.pdf

Comment intégrer les femmes dans les processus de démocratisation ? La participation des femmes dans les processus politiques économiques est essentielle à la gouvernance démocratique. Le système de bourses universitaires de PROWID a permis de soutenir des activités comme le lobbying et le plaidoyer, le développement de compétences et la création d'institutions en vue d'étendre les droits économiques et sociaux des femmes. Ce rapport examine la participation des femmes dans la culture politique, la société civile et les institutions gouvernementales. Il place en particulier la participation dans le cadre de rôles et identités sexospécifiques (et autres) fluctuants. Il reconnaît que ces transformations peuvent permettre, aux femmes notamment, de développer de nouvelles compétences et d'accéder à de nouveaux droits. Des exemples tirés des projets de PROWID illustrent un certain nombre de concepts et de définitions d'une participation soucieuse de l'égalité des sexes. Le rapport recommande l'élaboration d'outils et de stratégies en vue de soutenir l'analyse des politiques et de renforcer les compétences au travers, par exemple, de formations aux droits légaux et humains, de programmes d'éducation politique en direction des femmes, et d'assistance au lobbying. Il illustre également divers moyens d'encourager l'autonomisation collective par la mise en place de réseaux et la prise de contact entre organisations différentes pour échanger des idées. Il soutient que la crédibilité indispensable aux sphères politiques peut être générée par la création d'un corpus de connaissances sur la participation politique des femmes, qui pourrait intégrer, entre autres, des statistiques complètes ventilées par genre.

Mukhopadhyay, M. (ed.), 2003, *Governing for Equity, Gender, Citizenship and Governance*, Amsterdam: Royal Tropical Institute (KIT)
URL: http://www.kit.nl/gender/assets/images/ConferenceReport.pdf

Cette publication émane du programme "Gender, Citizenship and Governance" (« Genre, citoyenneté et gouvernance ») du Royal Tropical Institute (KIT), aux Pays-Bas. Le projet visait à concevoir des pratiques exemplaires en matière de transformation des institutions de gouvernance, en vue de promouvoir l'égalité des sexes, de renforcer la participation citoyenne et de rendre les systèmes d'administration publique comptable de leurs actions. Des projets d'action-recherche ont été conduits , regroupant 16 organisations de femmes et O.N.G. dans huit pays d'Afrique australe et d'Asie du Sud (Afrique du Sud, Namibie, Zimbabwe, Zambie, Pakistan, Inde, Sri Lanka et Bangladesh). Les projets d'études et d'action ont montré que les responsabilités citoyennes des femmes sont souvent non rémunérées et par là même ignorées des systèmes de gestion économique. Ceci permet au gouvernement de n'avoir aucun compte à rendre en matière de besoins des femmes. Des voies possibles comme les lois ou l'institutionnalisation de la participation citoyenne ne se traduisent pas nécessairement en termes de protection et d'inclusion des

femmes. En conséquence, les projets d'étude et d'action recouvrent quatre domaines : encourager l'accès des femmes aux responsabilités politiques ; intégrer la prise en compte du genre au sein des institutions ; revendiquer la citoyenneté ; et gérer la paix. Les projets consistaient en formations et renforcement des capacités à l'intention des praticiens du développement, recensement des pratiques exemplaires et travail de réseau/partage d'information.

Le rapport présente ensuite une série de conclusions et de recommandations, notamment :

- Les interventions doivent partir des besoins des femmes.
- Exprimer sa "voix" ne suffit pas. Les règles et normes institutionnelles et les perceptions du du du public doivent également être influencées par le biais de contacts avec des représentants clés de l'administration et l'appel à la société civile.
- Des espaces doivent être créés pour discuter des droits et avantages attachées à la citoyenneté. Ces espaces pourraient s'incarner, par exemple, dans les processus de réforme législative et constitutionnelle ou dans l'instauration de comité de régulation composés d'hommes et de femmes, chargés d'évaluer l'impact des interventions en développement.
- Les décisions doivent impérativement être pragmatiques, se justifier pratiquement et prendre en compte les variations des revendications féministes/des femmes.

- Dans la lutte pour les droits, il convient de travailler en lien avec les états et les institutions dans le cadre des campagnes de réforme.

Ce livre peut être commandé auprès de Women, Ink (se reporter à la section 6 pour les modalités pratiques).

Sweetman, C., 2003, Editorial, *Gender and Development,* Vol 11 No 3, ('Gender and Citizenship')
URL: http://www.siyanda.org/docs/sweetman_gendercitizenship.pdf

Ce numéro de la revue d'Oxfam explore la façon dont le genre affecte la capacité des individus à façonner les décisions qui affectent leurs vies. Il présente divers moyens permettant aux individus d'accroître leur participation dans les prises de décisions et questionne le potentiel d'une telle participation dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de vie. La relation entre les individus, l'État et la communauté, et la necessité d'une reddition comptable des institution étatiques logent au cœur de ces débats. L'éditorial commence par souligner les différentes interprétations de la citoyenneté dans la théorie politique occidentale avant d'en envisager les conséquences en matière de développement – en particulier dans les progammes actuels de « bonne gouvernance ». Il indentifie certaines limites de la citoyenneté du point de vue de l'égalité des sexes, puis décrit comment cette dernière a été redéfinie dans le cadre de stratégies de réforme sociale et politique.

Les concepts de citoyenneté ont été l'objet de constantes révisions et redéfinitions. Citons entre autres l'élargissement du socle d'origine de la citoyenneté, basé sur les droits civiques et politiques, aux droits économiques et sociaux. Cette redéfinition prend toute son importance dans le cadre du travail en développement, qui recherche avant tout de meilleures stratégies, plus efficaces, pour réduire la pauvreté. Une autre inflexion fondamentale a été de reconnaître l'existence d'appartenances à d'autres groupes que ceux de la nation comme d'importants lieux d'expressions de la citoyenneté. Cela a toujours été le cas mais s'impose avec une évidence croissante avec l'avènement de la globalisation économique, qui érode de jour en jour le pouvoir des nations-états à protéger et répondre aux besoins de leurs citoyens. Une citoyenneté globlale délègue aux pays riches la responsabilité de combattre la pauvreté au sein des nations les plus pauvres et réclame la création de mouvements sociaux et de la société civile puissants, au travers desquels les groupes pourront revendiquer des droits et participer à la vie politique et sociale.

La revue comporte des articles écrits par des membres d'agences donatrices, d'O.N.G et d'institutions éducatives. Citons, entre autres :

- 'Gender Citizenship and Nationality in the Arab Region' explore les raisons qui font que certains groupes ne jouissent toujours pas de droits citoyens pourtant légaux. Dans certains pays, les enfants nés de mères natives du pays et de père étrangers se voient refuser le statut de citoyens en vertu d'une transmission patrilinéaire de la citoyenneté.
- De même, 'Deprived of an Individual Identity: Citizenship and women in Nepal' examine les repercussions du refus d'accorder la citoyenneté aux réfugiées et au femmes victimes des réseaux d'exploitation sexuelle.
- 'Women in Ugandan Local Government: The impact of affirmative action' montre que les individus ne partent pas de positions égalitaires. Les obstacles culturels et sociaux, dont les contraintes matérielles en terme de charge de travail et de sécurité, peuvent être surmontés par l'application de mesures positives visant à donner la priorité aux femmes dans l'accès aux fonctions politiques.
- 'Fragmented Feminisms: Women's organisations and citizenship in 'transition' in Poland' discute du rôle de la société civile, et plus spécifiquement de l'activisme et des mouvements sociaux de femmes, dans la garantie et l'expression de la citoyenneté.
- 'Women and Citizenship in Global Teacher Education: the Global-ITE Project' montre comment l'éducation à la citoyenneté peut sensibiliser la jeunesse et lui faire prendre conscience de ses responsabilités actuelles et futures dans le vaste monde.

Sinha, K., 2003, 'Citizenship degraded: Indian women in a modern state and a pre-modern society', *Gender and Development*, Vol 11 No 3
URL: http://www.siyanda.org/docs/sinha_citizenstate.pdf

L'un des principaux obstacles à l'obtention de droits citoyens intégraux pour les femmes est la culture. Pour contribuer à faire avancer les droits des femmes et la notion de citoyenneté intégrale, les organisations du développement doivent impérativement abandonner les explications « culturelles » qui

ignorent la discrimination sexuelle et se libérer de leurs craintes d'être taxés de néo-colonialisme. Pour ce faire, il est nécessaire de créer des partenariats réels entre institutions du développement basées au Nord et mouvements sociaux agissant dans le Sud, car les mouvement sociaux sont d'importants outils de transformation culturelle. Trois procés indiens sont présentés, démontrant comment, en dépit d'éléments d'égalité formelle, la loi indienne et sa constitution ne reconnaissent pas l'égalité réelle. Dans l'affaire Shah Bano (1985), le premier Ministre décida d'ignorer la loi indienne au profit d'une loi musulmane discriminatoire en matière de divorce. Un autre cas est celui de Bhanwari Devi, victime d'un viol collectif en forme de représailles communautaires pour son engagement féministe, acte qui fut ensuite entériné par le système judiciaire formel. La cour rejeta l'évidence du viol en s'appuyant sur de soi-disant normes culturelles, estimant que les hommes d'un certain âge ne pouvaient commettre de viols. Un dernier cas est celui d'un jeune couple assassiné par des membres de leurs familles, avec l'approbation et la participation de la communauté, parce qu'ils étaient de castes différentes. Ces exemples soulignent la nécessité de renforcer la collaboration nord-sud dans le domaine du développement en vue de soutenir les mouvements sociaux qui défendent les droits citoyens des femmes.

Résumé de Erin Leigh, Oxfam.

Wheeler, J., 2003, 'New forms of citizenship: democracy, family and community in Rio de Janeiro, Brazil', *Gender and Development*, Vol 11 No 3
URL: http://www.siyanda.org/docs/wheeler_citizendem.pdf

À Rio de Janeiro, au Brésil, nombre de familles vivent sur des terrains illégaux (*favelas*), dans des grands ensembles et des banlieues ouvrières. Le passage d'un régime de dictature à la démocratie n'a pas changé grand-chose au quotidien de ces familles. Pour certaines, la vie est surtout marquée par la violence liée au traffic de drogue. Cette distance à l'égard de l'état a conduit à une interprétation de la citoyenneté plutôt fondée sur la survie des familles et de la communauté, que sur la notion de droits individuels. Les participants expriment une citoyenneté active au travers de la participation communautaire, dans la construction d'un centre communautaire par exemple. L'exigence prioritaire de devoir nourrir sa famille renforce encore la notion de citoyenneté communautaire. Ainsi, avec l'avènement de réformes néo-libérales, les femmes intègrent de plus en plus l'économie de marché pour subvenir aux besoins de leurs familles. Ceci a conduit à une modification des rapports sociaux de sexe, où les hommes assument une plus grande part des responsabilités reproductives (même si celles-ci restent largement l'apanage des femmes). La dignité est un autre élément central de leur citoyenneté. Ainsi, ils citent le mépris et l'irrespect à leur égard dans la provision de services publics et la réduction de leurs prestations comme une violation de leurs droits citoyens.

Résumé de Erin Leigh, Oxfam.

Ces articles ont été reproduits au format électronique avec l'aimable permission de Caroline Sweetman d'Oxfam (éditeur), Joanna Wheeler (auteur) and Kanchan Sinha (auteur). Le numéro complet est disponible en ligne sur le site d'Oxfam.

Abonnements et commandes de versions imprimées auprès d'Oxfam (voir coordonnées complètes en section 6).

United Nations Development Programme (UNDP), 2000, Women's Political Participation and Good Governance: 21st Century Challenges, New York: UNDP
URL: http://magnet.undp.org/new/pdf/gender/wpp/women_book.pdf

L'entrée des femmes dans le domaine de la gouvernance et leur présence et voix dans les structures politiques sont indispensables dans l'exercice de la citoyenneté. L'influence sur les politiques qui affectent leurs vies est en partie entravée par la relégation des femmes dans les sphères privées et non-politiques de la famille et de la communauté. Le faible nombre de femmes occupant des fonctions politiques est également lié au grand nombre de femmes en situations de pauvreté.

Dessin de Equipo de Comunicación Alternativa con Mujeres (ECAM), 2000, « Cultura Ciudadana » (« culture citoyenne »), revue Poder Local (« pouvoir local ») N° 5, Tarija : ECAM (p. 14)

Femmes en politique

Mettre l'accent sur l'accès des femmes aux fonctions politiques comme un élément de leur citoyenneté est vital pour les objectifs du développement. Cette publication passe d'abord en revue les stratégies et tendances en matière de participation politique des femmes. Elle avance la nécessité de comprendre comment la participation des femmes peut influencer la politique. Elle pourrait, par exemple, mener à l'introduction de politiques soucieuses de l'équité des sexes ou promouvoir des transformations dans le fonctionnement au jour-le-jour des institutions politiques et sociales. Quatre études de cas sont présentées : femmes et démocratie locale en Inde ; l'initiative budgétaire des Femmes d'Afrique du Sud ; influencer le développement politique et socio-économique en Ouganda à travers le « Women's Caucus » (un regroupement de femmes) ; et agir contre la violence sexospécifique du domaine soi-disant « privé » en Amérique latine et dans les Caraïbes.

L'augmentation de la représentation des femmes au sein du gouvernement au travers d'objectifs ciblés a donné des résultats mitigés et souvent éphémères. Qui plus est, les stratégies d'accroissement de la participation sont souvent modelées sur celles des pays les plus riches et ne s'appliquent pas toujours avec succès aux pays en développement. Le rapport formule deux conclusions essentielles :

- Les budgets représentent un outil important au service des politiques, que les femmes doivent soumettre à leur influence et à leur contrôle. Les femmes peuvent influencer et prendre part aux décisions relatives aux moyens en participant à l'élaboration et à l'analyse des budgets. Une telle implication peut aider les dirigeants à comprendre les besoins du ménage et l'impact de ces besoins sur les politiques du développement. Elle peut aussi être un vecteur de transparence et un outil pour réclamer des comptes aux institutions.
- Travailler en direction des simples citoyens en vue de promouvoir l'accès des femmes à des fonctions dirigeantes est également important. Outre que cela permettra d'accroître la participation des femmes aux prises de décision locales, cela peut aussi constituer une bonne formation à l'exercice d'une influence politique à des échelons supérieurs, à plus long terme.

Recommandations:

- *Gouvernements*
  - Une réforme des systèmes électoraux et des partis est necéssaire. Ces réformes peuvent comporter l'introduction de mesures de discrimination positive – politiques positives qui prescrirait la présence d'un certain nombre de femmes dans les partis et/ou les gouvernements. Un taux critique de 33 % minimum semble indiqué.
  - Il convient d'établir un calendrier pour garantir la réalisation effective des réformes.
  - Une rémunération ou récompense des gouvernement pour leurs réalisations en matière de politiques pourrait être envisagée.

- *Formation et renforcement des capacités*. Des formations formelles et informelles en matière de savoir-faires politiques sont nécéssaires. Il faut encourager et valoriser l'accés des femmes aux responsabilités dirigeantes dans les sphères aussi bien politiques que « non-politiques »

- *Campagnes*. Les efforts de plaidoyer doivent s'adresser en priorité aux « portillons » que sont les directeurs de communication, les formulateurs de budgets et les responsables du calendrier législatif. Certaines questions jouissant d'un fort consensus parmi les décideurs et l'opinion publique, comme la violence conjugale, peuvent impulser des campagnes et des alliances plus larges.

- *Création de réseaux*. Les acteurs au sein du gouvernement, de la société civile et du secteur privé doivent nouer des alliances en vue d'échanger des informations et de discuter des stratégies. Il convient de s'atteler à la création de réseaux et d'alliances avec d'autres groupes travaillant pour la justice sociale. Au sein du gouvernement, des réunions locales et nationales peuvent être mises sur pied, constituées de personnes travaillant sur la problématique hommes-femmes ou qui se sentent concernés par ces thèmes.

- *Sensibiliser et faire évoluer les consciences*. Les mass media peuvent être utilisés pour permettre aux femmes de prendre conscience de leur contribution (de leurs rôles privés, non rémunérés en particulier) et exposer les inégalités entre les sexes au grand jour. Un travail de communication et d'information en vue de combattre les stéréotypes négatifs est également important.

- *Recherches.* On manque d'informations, de statistiques et d'analyses sur la participation des femmes aux différents échelons de gouvernance et sur les obstacles qu'elles rencontrent sur le plan économique et sur le marché du travail, et qui influencent leur participation politique. Des indicateurs sont nécessaires pour évaluer si et en quoi la participation politique des femmes apporte une perspective soucieuse de l'équité des sexes dans le domaine du développement.

Organisation des Nations unies Division pour la promotion des femmes (DAW), 2003, 'Women, Nationality and Citizenship', New York: UN
Anglais: http://www.un.org/womenwatch/daw/public/index.html#w2-jun03
Français: http://www.un.org/womenwatch/daw/public/jun03f.pdf
Espagnol: http://www.un.org/womenwatch/daw/public/jun03s.pdf

Dans la majorité des cas, la nationalité conditionne la jouissance de droit civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels. Les implications sont lourdes pour ceux qui ne possèdent pas la nationalité comme les apatrides et les réfugiés. Néanmoins, l'examen de la nationalité révèle également de nombreuses discriminations sur la base du sexe. Ce rapport, publié en vue de promouvoir les objectifs de la plate-forme d'action de Beijing énoncent les dispositions contenues dans les instruments internationaux et traités statuant sur les droits humains qui cherchent à répondre aux lois discriminatoires sur la nationalité et fournit des exemples d'utilisation en contexte de ces instruments. Dans de nombreux états, la nationalité d'une épouse dépend de celle de son mari et ceci peut rendre les femmes vulnérables en cas de mariage transnationaux ou lorsque le mari change de nationalité. Les femmes peuvent également se trouver en situation de vulnérabilité lorsqu'elles conservent leur nationalité et s'installent dans un autre pays, se trouvant dans l'incapacité d'accéder aux droits citoyens dans ce nouvel environnement. La fréquente interdiction faite aux femmes de transmettre leur nationalité à leurs enfants a d'importantes répercussions pour la garde et la sécurité de ces derniers. Les recommandations traitent principalement des modalités dont les actions au niveau national et international peuvent s'emparer des instruments internationaux et amender certaines lois nationales. Elles préconisent également une formation à la problématique homme-

femmes pour les employés de l'immigration et de l'appareil judiciaire et la levée des entraves à l'obtention de la double nationalité. Pour les O.N.G., les recommandations suggèrent l'impulsion d'actions ayant valeur de test, la diffusion de la jurisprudence nationale et internationale, et la production de rapports « alternatifs » (shadow reports) auprès de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Des directives pour l'établissement de ces rapports figurent en section 4.4 de cette boîte à outils.

2.3 Citoyenneté en contexte

Les sens donnés aux concepts de citoyenneté, d'appartenance et de communauté varient selon le contexte. Il est utile de délimiter certaines distinctions régionales générales afin de mieux comprendre les formes particulières de discrimination sexuelle et les combats pour l'égalité des sexes qui existent dans les différentes sociétés. La « citoyenneté » renverra sans doute davantage à la nationalité dans le monde arabe, aux mouvements sociaux et à la participation en Amérique latine, et se concentrera sur les questions raciales et l'immigration en Europe et en Amérique du Nord. Il peut même être parfois difficile de faire admettre que ces problèmes relèvent du même thème général. Cette section ne prétend pas explorer toutes les formes « autochtones » de citoyenneté, ni même couvrir convenablement toutes les régions. Il vise à montrer en quoi les conceptualisations et expériences peuvent différer des notions « occidentales » de la citoyenneté. Elle montre également que des éléments communs existent bien, qui unifient l'action sur le thème de la citoyenneté. Ce sont, parmi d'autres, l'importance de l'appartenance, des notions de droits et de responsabilités et la possibilité d'agir ou de se battre pour atteindre une forme d'appartenance plus satisfaisante et plus égale.

Joseph, S., 2002, 'Gender and Citizenship in the Arab World' background paper for the Programme on Governance in the Arab Region (POGAR) Gender and Citizenship initiative and Concept Paper for the Mediterranean Development Forum, Amman: UNDP, April 8
Anglais: http://www.undp-pogar.org/publications/gender/suad/gender.pdf
Arabic: http://www.undp-pogar.org/publications/gender/suad/gendera.pdf
Françaisl: http://www.undp-pogar.org/publications/gender/suad/genderf.pdf

Comment les perceptions et pratiques de la citoyenneté dans le monde arabe affectent-elles, diféremment, les femmes et les hommes ? Une bonne partie du monde en développement est constituée de peuples anciennement colonisés, où des systèmes politiques de démocratie libérale ont été imposés aux États-nations nouvellement libérés, en tournant délibérément le dos aux puissances occidentales ou aux politiques néolibérales du développement. Ces systèmes politiques s'accompagnent de structures particulières instaurant des relations entre le public et le privé, et entre l'État et la famille qui peuvent être étrangères aux contextes culturels locaux. Ce document discute de la manière dont la citoyenneté se manifeste selon des modalités particulières et contextuelles, impliquant l'interaction de ces systèmes avec les lois, pratiques et institutions sociales propres à une culture. Cette interaction a servi historiquement à

exclure les femmes de la citoyenneté, en pratique et en droit, dans la plupart des sociétés. Dans le monde arabe, la nationalité est transmise à la descendance masculine. Ici, le fondement de la citoyenneté sur la communauté familiale et religieuse plutôt que sur l'individu a modelé le caractère patriarcal de la citoyenneté. La loi familiale est « le terrain le plus crucial du pouvoir des communautés religieuses sur la forme que prend la citoyenneté dans les états arabes » (page 10). Les femmes de la région ont par conséquent rarement affirmé leur citoyenneté en tant que *femmes* -- les loyautés allant plutôt à l'ethnicité, la religion, la tribu ou la famille. L'auteur montre que puisque les catégories telles que « arabe » et « femme » sont hétérogènes et changeantes, il faut, justement, une compréhension de ce que les religions partagent entre elles et en leur sein.

D'autres documents de référence de l'initiative régional sur la femme et la citoyenneté dans le cadre du Programme régional de gouvernance POGAR sont disponibles à : http://www.undp-pogar.org/activities/citizenship/publications.html. Pour une analyse sexospécifique des lois sur la nationalité, la sécurité sociale et la famille, voir « Les femmes aussi sont des citoyennes : la loi de l'État, la vie des femmes », résumé
Anglais: http://www.undp-pogar.org/publications/gender/nadia/summary.pdf
Arabic: http://www.undp-pogar.org/publications/gender/nadia/summarya.pdf
Françaisl: http://www.undp-pogar.org/publications/gender/nadia/summaryf.pdf

Voir aussi l'étude de cas en section 5 du Panorama de ce kit ainsi que le cours de formation en section 4.4 de cette boîte à outils.

Garcia, A., Gomáriz, E., (non daté) « Genre et citoyenneté en Amérique centrale : de nouveaux horizons/» (‘Genero y ciudadania en Centroamérica: otra mirada al horizonte’), Cholonautas
URL: http://www.cholonautas.edu.pe/pdf/genciud.pdf (en espagnol)

Comment la citoyenneté des femmes est-elle actuellement comprise en Amérique centrale ? Ce document présente un panorama du genre et de la citoyenneté en Amérique centrale en les replaçant dans les diverses histoires socio-économiques et politiques de la région. Dans cette région, la citoyenneté a patie de la faiblesse des états dans leur combat pour se développer dans les années 1970, de l'impact de l'État autoritaire dans les années 1980 et de problèmes plus récents dans la relation entre gouvernance et développement. Le document examine comment le contexte régional a façonné la manière dans la citoyenneté des femmes a été définie et/ou limitée par, par exemple, leurs rôles domestiques, leur accès limité au pouvoir et aux lieux publics et la persistance des systèmes patriarcaux. Le patriarcat, en particulier, a limité la participation des femmes à la vie politique, donnant lieu à certaines croyances, souvent déplacées, selon lesquelles les femmes « choisissent » de ne pas entrer dans l'arène publique parce que cela ne les intéresse pas, parce que les lieux publics sont trop agressifs et parce qu'elles ont « d'autres priorités ». Cela fait pourtant nombre d'années que les femmes se mobilisent dans cette région -- bâtissant sur une longue tradition de mobilisation de la société civile et des mouvements sociaux.

L'élaboration d'objectifs et de plans d'action concrets issus de la quatrième conférence mondiale des Nations unies sur les femmes, à Beijing, en 1995, s'est traduit par des avancées significatives vers l'égalité des sexes en installant fermement le problème des droits des femmes au nombre des priorités des gouvernements et des décideurs politiques. Des exemples d'action gouvernementale positive existent au Costa Rica et au Panama, avec l'annonce en 1997 de l'instauration de systèmes de quotas pour l'accès des femmes aux fonctions politiques et de lois protégeant les droits sociaux des femmes. Le soutien à l'accès des femmes aux espaces publics doit absolument être une priorité à l'avenir, si l'on veut continuer à combler le fossé existant entre hommes et femmes.

McEwan, C., 2001, 'Gender and Citizenship: Learning from South Africa?', *Agenda* 47: 47-59
URL: http://www.agenda.org.za/cheryl.pdf

Dans quelles évolutions des intérprétations et des pratiques de la citoyenneté la transformation politique se loge-t-elle ? -- dans les relations entre les individus et l'État ? Ce document discute des expériences des femmes, des femmes noires en particulier, en matière de citoyenneté en Afrique du Sud, où la nouvelle administration a promis un renouveau politique fondé sur la société civile et la citoyenneté universelle. Il aborde en premier lieu les espaces et interprétations de la citoyenneté, montrant que le contexte sud-africain illustre bien à quel point la citoyenneté formelle est façonnée par les structures de pouvoir informels et les rôles sociaux et requiert en conséquence une transformation des structures de pouvoir *et* du militantisme au sein de la société civile. Il poursuit en décrivant comment les inégalités sociales et économiques structurelles doivent être prises en charge afin que les femmes accèdent à la citoyenneté et comment les facteurs économiques locaux, nationaux et globaux assisteront cet objectif. Le gouvernement local est identifié comme un lieu possible d'évaluation de certaines mesures en faveur de l'égalité des sexes, dans la mesure où il introduit actuellement de nouvelles structures en vue de devenir plus participatif et réactif. Enfin, le document traite de la manière dont les questions de différence, particulièrement prégnantes dans ce contexte, peuvent être abordées au travers de mesures comme la discrimination positive en faveur des groupes, plutôt que des individus. Le document se prononce en faveur de conceptions de la citoyenneté qui reconnaissent les compréhensions africaines existantes du développement humain et appelle de ses vœux la publication d'études qui n'hésiteront pas à remettre en cause les conceptions occidentales, masculines, traditionnelles de la citoyenneté.

Handrahan, L., 2002, *Gendering Ethnicity - Implications for Democracy Assistance in Kyrgyzstan*, New York: Routledge

Depuis 1991, les gouvernements occidentaux ont fourni une assistance considérable en matière de démocratie à l'Union soviétique ; pourtant très peu, voire aucun, des pays destinataires sont devenus de véritables démocraties. Les USA et d'autres puissances occidentales pensaient que la démocratie empêcherait le chaos économique et les conflits politiques au sein des états et entre eux. Cette étude soutient que l'échec reside en partie dans une mauvaise prise en compte du genre dans les programmes en

faveur de la démocratie, incarnées dans l'assistance démocratique des États-Unis. Le manque d'analyse réelle fondée sur le sexe a non seulement porté préjudice aux femmes mais également servi à masquer certains éléments généraux et cruciaux des transitions démocratiques. L'étude sur le terrain démontre que dans la région, à cette époque : (1) les femmes s'identifient en termes de genre plutôt qu'en termes ethniques (2) la signification, comme l'importance, attachées à l'identité ethnique varie entre les hommes et femmes ; (3) les hommes s'identifient plus en termes d'appartenance ethnique et de statuts officiels comme la citoyenneté ; (4) les femmes sont plus impliquées que les hommes dans les associations qui forment la société civile.

Résumé de l'auteur.
Pour commander cette publication, contactez Routledge. Ce livre est aussi disponible auprès de Women, Ink. Voir en section 6 les modalités de commande.

Ackers, L., 1998, *Shifting Spaces: Women, Citizenship and Migration within the European Union*, Bristol: Polity Press

Cet ouvrage est basé sur un projet de recherche qui examine les dimensions sexospécifiques des migrations internes au sein de l'union européenne (UE). L'impact de l'adhésion à l'UE sur l'expérience de citoyenneté des ressortissantes de l'UE lorsqu'elles émigrent d'un pays membre à un autre est exploré ici. Les politiques sociales de l'UE ont historiquement été limitées au domaine de l'emploi et des droits et intérêts des salariés, et donc principalement axées sur ceux qui émigrent pour des raisons économiques. De plus, les politiques s'organisent aussi autour d'un modèle où c'est l'homme qui travaille pour subvenir aux besoins de sa famille. Le travail sur le terrain montre clairement qu'en raison d'une protection des droits trop étroites -- autrement dit, portant essentiellement sur l'emploi et les droits économiques -- de nombreuses femmes immigrantes sont tombées, à certains moments, en dehors des catégories de citoyenneté qui leur offraient la meilleure protection sociale. En premier lieu, leurs rôles sont perçus comme « suivant » l'immigration économique à dominance masculine. Elles ont par conséquent davantage besoin de droits relatifs au mariage, au divorce ou à la séparation et peuvent aussi prendre l'essentiel des responsabilités dans la garde des enfants. Deuxièmement, sous la politique de l'UE axée sur l'emploi, les droits garantissant l'accès aux structures de garde infantile, aux congés parentaux et aux allocations chômage ne bénéficient pas forcément d'une protection légale au sein de l'UE, comme ceux qui touchent aux questions « privées » comme le mariage et le divorce.
Pour commander ce livre, contactez Polity Press. Ce livre est aussi disponible auprès de Women, Ink. Voir en section 6 les modalités de commande.

3. Études de cas -- la citoyenneté en pratique

Comme nous l'avons déjà remarqué, la citoyenneté est un concept abstrait et il peut être difficile, en conséquence, d'identifier des études de cas qui traitent explicitement de la citoyenneté en tant que telle. De très nombreuses activités, différentes d'une région à l'autre, peuvent ainsi tomber dans l'escarcelle de la citoyenneté. Cette section consacrée aux études de cas examine un certain nombre d'interventions que l'on peut globalement associer à l'objectif de « sexualiser » la citoyenneté, comme cela a été envisagé dans les sections précédentes. Du fait de l'importance récemment accordée à la citoyenneté en théorie du développement, certains de ces projets ou interventions utilisent ce terme pour décrire leur travail et objectifs ; d'autres utilisent des termes différents. Néanmoins toutes les études de cas illustrent certains éléments de la citoyenneté qui s'appliquent aux catégories sociales de sexes en pratique : exemples de luttes pour intégrer des groupes exclus, faire valoir les droits des femmes en tant que droits citoyens et permettre aux femmes et aux hommes marginalisés de participer à la politique formelle et informelle. Ces études de cas montrent comment des individus ont cherché, par divers moyens, à influencer les processus décisionnels qui affectent leur vie et présente un ensemble de leçons et expériences précieuses, nées de l'application de stratégies innovantes. Elles montrent l'implication de divers acteurs dans le dialogue dont l'État, certains groupes de la société civile et des membres du public. Les études de cas se démarquent des approches qui envisagent les mesures légales comme le seul moyen d'obtenir des droits citoyens. Les solutions légales et/ou institutionnelles doivent s'accompagner d'activités d'éducation et de renforcement des capacités, et de création d'espaces de dialogue et où il soit possible d'exercer une influence.

Le bulletin En Bref et le Panorama de ce Kit Actu' comprend d'autres études de cas. Les coordonnées complètes de toutes les organisations citées dans ce kit figurent en section 6 de cette Boîte à outils.

Dessin de Equipo de Comunicación Alternativa con Mujeres (ECAM), 2000, « Genre, identité et respect de soi », revue Poder Local (« pouvoir local ») N° 1, Tarija : ECAM (p. 38)

Marcher ensemble, côte à côte, dans l'égalité

3.1 Afrique

Campagne pour les droits des femmes en Tanzanie -- le cas de la Tanzania Media Women Association (TAMWA)

TAMWA fournit un excellent exemple d'une initiative de création de réseaux qui a influencé avec succès les politiques sur les droits des femmes en choisissant la voie de la collaboration avec le gouvernement, plutôt que l'affrontement. Les programmes de TAMWA consistent entre autres à promouvoir des réformes politiques au travers d'un travail de pression directe et d'activités plus générales de sensibilisation. TAMWA fut fondée en 1987 dans un contexte où le parti unique au pouvoir des premières années d'indépendance avait cédé la place à un système de multipartisme et vu la croissance rapide des organisations de la société civile. L'association est composée majoritairement de femmes journalistes indépendantes et revendique principalement que les droits des femmes et des enfants soient intégrés dans les processus de démocratisation et d'instauration d'une bonne gouvernance. Le problème de la violence liée au sexe de la victime est considérable en Tanzanie, et cette violence augmente. Le droit des femmes de soustraire leur vie à cette violence et leur droit à la protection sont essentiels à leur citoyenneté -- et les moyens de lutte utilisés pour obtenir cette protection démontrent une pratique de la citoyenneté discriminatoire, sur la base du sexe. Des politiques gouvernementales comme la ratification de la plate-forme d'action de Beijing n'ont pas vraiment été mise en oeuvre, du fait d'une mauvaise formation et des entraves bureaucratiques. La culture de la violence explique en grande partie l'absence de conscience et de volonté politique en ce domaine. La campagne de TAMWA contre le harcèlement sexuel des femmes et des enfants a consisté à mener un travail d'influence et de sensibilisation sur ces deux problèmes.

Contenu du projet :

- publication d'un magazine populaire, *Sauti ya Siti*, et d'autres matériels éducatifs ou de campagne;
- organisation d'ateliers et de séminaires au sein desquels les victimes de violence venaient témoigner ;
- organisation de veillées nocturnes en l'honneur de celles et ceux qui sont morts, victimes d'une violence sexiste.
- couverture des média pour sensibiliser l'opinion ;
- mise en place d'un comité interdisciplinaire contre le harcèlement sexuel, la discrimination et la violence comprenant des avocats, des journalistes, des docteurs, des professeurs, des travailleurs sociaux, des représentants des syndicats et des organisations religieuses ;
- stratégies en vue de toucher d'autres membres de la communauté : par exemple, invitation de représentants clés du gouvernement aux cérémonies et aux veillées et tenue d'ateliers et de symposiums destinés aux législateurs ;
- création de réseaux avec d'autres organisations de la société civile et constitution d'alliances sur des problèmes particuliers.

Au nombre des réussites de ce projet figurent la publication du projet de Loi sur les crimes sexuels qui répondaient à la majorité des problèmes soulevés par le programme, un renforcement réussi des capacités au sein de TAMWA et d'autres O.N.G. ainsi qu'une meilleure prise de conscience des problèmes fondamentaux de la part du public.

Leçons tirées :

- La confrontation n'est pas toujours une bonne stratégie et il est important de créer de sains partenariats mêmes si l'État tente de limiter le pouvoir et l'influence des O.N.G. La campagne de TAMWA a opéré au sein d'une initiative gouvernementale plus large visant à combattre la violence à l'égard des femmes et des enfants.
- TAMWA a joué le rôle de fournisseur de services tout en faisant pression pour des réformes -- position que le gouvernement encourage également. L'État est plus susceptible de soutenir des initiatives ayant un caractère d'intervention sociale et non d'opposition politique.
- Il fut indispensable pour TAMWA d'améliorer sa force organisationnelle en revoyant entièrement sa structure et son fonctionnement organisationnel -- par un travail sur la transparence, l'esprit d'équipe et la rationalisation des activités.
- Il est indipensable de mener un travail de sensibilisation auprès du grand public et par des membres en vue de la communauté.
- Le comité interdisciplinaire a joué un rôle essentiel dans la réussite de l'initiative.

Résumé de : Kiondo, A., (non daté) 'Policy Advocacy: The Case of Tanzania Media Women Association (TAMWA)' (« Plaidoyer politique : le cas de Tanzania Media Women Association (TAMWA) »), document du programme de recherche de l'Institute of Development Studies/Ford Foundation sur la société civile et la gouvernance. (http://www.ids.ac.uk/ids/civsoc/index.html)
URL: http://www.ids.ac.uk/ids/civsoc/final/Tanzania/Tan1.doc

Lesbiennes et gays s'organisent contre la discrimination et l'homophobie : Gays and Lesbians of Zimbabwe (GALZ)

L'exclusion des droits de la citoyenneté sur la base du sexe peut aussi s'appliquer aux hommes qui ne se conforment pas aux rôles socialement dévolus à leur sexe, tels que les homosexuels de sexe masculin. L'homophobie -- ou préjugé contre l'homosexualité -- est une norme culturelle dans de nombreux pays, où certains individus sont l'objet de violences et de discriminations en raison de leur sexualité. Ces préjugés perçoivent les homosexuels des deux sexes comme des « étrangers » qui ne se conforment pas aux rôles prescrits par la communauté, ne peuvent donc prétendre à aucun droit et sont passibles d'exclusion politique et sociale. Fondée en 1989, Gays and Lesbians of Zimbabwe (GALZ) était à l'origine un groupe de soutien social pour des hommes blancs en majorité. Les adhérents noirs prirent le contrôle de l'association en 1995, illustrant l'émergence d'une communauté de Zimbabwéens gays et lesbiens noirs, fiers de l'être et déterminés à agir politiquement. Il s'agissait en partie de contredire les déclarations du président Mugabe disant qu'il n'y avait pas d'homosexuels en Afrique. De groupe social, le GALZ, qui compte aujourd'hui plus

de 300 membres, est devenu une organisation politique de militants de base qui vient en aide aux habitants des townships, aux chômeurs et aux travailleurs sans qualifications. Le GALZ soutient que le rôle de la loi dans le maintien de la « morale » au sein de la population a d'importantes conséquences dans le domaine de la sexualité où la législation peut être discriminatoire et restreindre la jouissance de certains droits, au lieu de les protéger ou les faire progresser. Le GALZ s'appuie sur une approche centrée sur les droits humains qui établit des critères universels pour revendiquer l'égalité des mains de l'État et la fin de la discrimination. Il a réussi à faire pression sur l'État dans de nombreux procès en discrimination, s'appuyant sur les clauses de traités et de conventions comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention internationale sur les droits civils et politiques, la Charte africaine ou la CEDAW.

Résumé basé sur : S. Jolly, 2001, 'Gender and Cultural Change', BRIDGE *Cutting Edge Pack*, Brighton: Institute of Development Studies et GALZ, 1999, 'Sexual Orientation and Zimbabwe's New Constitution: A Case for Inclusion', in *A New Constitution - A New Era*, Harare: GALZ. Coordonnées complètes en section 6.

3.2 Asie

Renforcer les capacités des femmes au sein des groupes de femmes locaux et des Gram Panchayats – le cas de Swayam Shikshan Prayog (SSP)

Les projets de développement qui cherchnte à développer la capacité des groupes marginalisés à accéder et influencer les instances décisionnelles travaillent implicitement, quand ce n'est pas explicitement, avec les concepts de citoyenneté. Ce projet dans les communautés rurales indiennes des districts de Latur et Osmanabad montre comment en conjuguant formation et animation, on peut relier concrètement des groupes de femmes locaux à divers structures décisionnelles pour « construire une citoyenneté » créative. Swayam Shikshan Prayog (auto-éducation pour l'autonomie), une O.N.G. basée à Mumbai, a conçu un projet associant les Mahila Mandals (MM), des groupes de femmes locaux, dans plusieurs districts de Maharashtra et Gujurat.

Le projet SSP cherche à développer les capacités des groupes de femmes : leur permettre de contribuer à la planification en développement et à la provision de services locaux de base comme l'éducation, la santé, la gestion de l'eau potable et les plans de prêt/crédit. Divers moyens sont mis en œuvre : apport d'informations, formation, processus participatifs d'évaluation communautaire, ateliers. Ce processus a aussi investi les groupes de femmes d'une mission, celle de sensibiliser les autres citoyens aux prestations et avantages qui leur sont dus, renforçant ainsi le contrôle de la communauté sur ces services de base.

Le projet travaille au niveau de « l'agglomération » -- un regroupement de 10 à 12 villages -- et encourage l'apprentissage et l'échange d'idées et de stratégies entre groupes de femmes au travers d'ateliers, de foires

et de visites d'étude. Il recourt à un nombre croissant de centres d'information communautaires dispensant des informations sur les droits et prestations de santé, l'accès à l'eau, l'éducation et divers plans et projets. Les centres fournissent également un espace de dialogue et de création de réseaux entre groupes de femmes.

Le projet SSP vise à renforcer les liens entre les groupes de femmes et les Gram Panchayats (conseils villageois) et d'autres institutions décisionnelles et administratives. Il promeut la participation des groupes de femmes aux Gram Sabhas (réunion de villages) et les aide à devenir des Gram Sahayaks (animatrices). Il soutient les candidatures féminines lors des élections au Gram Panchayat et assiste les femmes en poste dans leurs responsabilités de dirigeantes. Il forme également les Gram Panchayats et d'autres agents publics en matière de planification à l'échelle du village, d'évaluation participative des ressources (PRA), d'aménagement des services de base et de fonctionnement des institutions locales.

Suite à ce projet, des initiatives au sein de la communauté qui avait été proposées par des femmes ont acquis une plus grande légitimité politique et la capacité des groupes de femmes à influencer la politique au niveau du village, de l'agglomération et de l'administration du district s'est trouvée renforcée. Le projet a également influencé des plans de développement inter-villages et de l'agglomération. Des initiatives en matière de santé ont été mises en œuvre, de sensibilisation principalement, de diffusion d'informations et de programmes d'éducation sur les problèmes fondamentaux. Des groupes de femmes ont ainsi su répondre à des problèmes sociaux ; certains groupes ont par exemple lancé une campagne contre la consommation d'alcool et empêché de nombreux mariages précoces.

Parmi les problèmes rencontrés, on note la non-transparence des processus budgétaires et de planification et l'incapacité des femmes à s'opposer publiquement aux officiels masculins. On note également le manque de soutien dans la convocation des Gram Sabhas et la faible considération accordée aux questions féminines. Il en découle les recommandations suivantes :

- renforcer les capacités en termes de contrôle, soumettre les projets de développement à des audits pour la prise en compte du genre, et demander des comptes à l'État dans sa mission de pourvoyeurs de services ;
- les groupes de soutien ne doivent pas se contenter de comprendre les problèmes de base mais les rapporter, faire des suggestions et mettre en œuvre des solutions ;
- créer des sphères informelles telles que les ateliers de planification ou d'autres types de réunion où les idées puissent s'exprimer librement et prendre forme.

Résumé de : Swayam Shikshan Prayog, (non daté) 'Report on Legal Aid and Self Governance for Women in Community Alliance Building', India: December 1999 – June 2001, présenté à la Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit - German Technical Cooperation (GTZ).
URL: http://www.siyanda.org/docs/ssp_legalactivity.doc

Gender and Access to Justice: A Nagorik Uddyog (Citizen's Initiative) programme, Bangladesh

Permettre d'accèder réellement à la justice peut être un moyen concret et fondamental d'aider les citoyens à affirmer leurs droits et leur participation. Au Banglasdesh, les infractions à la loi et à l'ordre et l'échec du système judiciaire, de la police et des municipalités à garantir une véritable justice aux citoyens sont un sujet d'inquiétude permanent. Nombre d'espaces permettant aux citoyens de régler un différent ou de réclamer des droits ou la réparation d'un tort sont sous le contrôle des élites dominantes. Les femmes et les groupes minoritaires sont notoirement exclus des recours légaux des circuits formels par des contraintes physiques - coût et éloignement par exemple - et d'autres facteurs sociaux comme l'éducation, la confiance en soi ou le langage.

Il est important de mettre l'accent sur les circuits informels de résolution de conflits tels que les conflits sur la terre, les remboursements de prêts et, de plus en plus, le paiement de la dot, dans la mesure où ils sont ouverts aux groupes marginalisés comme les femmes et les pauvres. Les canaux informels constituent aussi une étape intermédiaire utile où les conflits peuvent être résolus avant de dégénerer en violence ou autres crimes. Nagorik Uddyog (NU) est une ONG du Bangladesh qui travaille avec le Shalish, ou audiences informelles de la communauté villageoise, qui privilégie la communauté et la réconciliation plutôt que la punition. Cependant, le Shalish n'est pas toujours à l'abri de la corruption et du clientélisme. Les règles sont souvent basées sur des interprétations patriarcales des normes culturelles et de la moralité - une situation qui affecte plus les femmes que les hommes.

Le programme de NU aide à former des comités shalish alternatifs dotés d'une meilleure représentation de l'ensemble des individus de la communauté. Il dispense également une aide juridique, éduque, forme et permet un contrôle dans une démarche soucieuse de l'égalité des sexes (c'est-à-dire avec une compréhension des rapports sociaux de sexe et des problèmes des femmes et des ménages). Le programme se compose des éléments suivants :

1. Réunions de plaidoyer avec les membres du conseil municipal, de la police et des représentants de l'élite locale pour la promotion des questions sexospécifiques et des efforts de sensibilisation en ce domaine.
2. Instauration d'un Comité d'aide juridique pour réviser toutes les audiences du shalish du point de vue des sexes ; en sus, ateliers de formation aux questions sexospécifiques pour le comité.
3. Mise en place d'un "Comité Shalish" composé d'un tiers de femmes.
4. Création de réseaux élargis, formation au leadership soucieuse de l'égalité des sexes et travail sur les droits humains.

Leçons et recommandations :

- La participation des femmes shalishdars a permis aux femmes d'exprimer plus librement leurs préoccupations. Il est impératif, cependant, d'accroître la légitimité sociale des représentantes de cette sphère pour leur permettre d'exercer leur autorité et de les soutenir au travers d'un travail militant et de réseau élargi.

- Le programme de NU tire sa réussite du fait qu'il ne se concentre par sur un seul élément, dans ce cas, le shalish, ce qui pourrait conduire à des résultats limités. Le programme prend soin de placer ses réformes dans le cadre plus général de la justice et de l'accès à tous les échelons de l'échelle sociale et pour tous les groupes sociaux. Ainsi, par exemple, lorsqu'un conflit ne peut être résolu au sein du shalish, le NU fournit des renseignements permettant d'accéder aux circuits formels légaux et possède un réseau de juristes pour assister les ateliers de formation.

- Le programme cherche à associer les membres influents de la communauté et dispense des formations en direction des dirigeants locaux comme des groupes marginalisés. Des efforts en vue de réformer les institutions formelles telles que l'appareil judiciaire et la police sont également au programme. Un contrôle et d'autres études sont nécessaires, de même que le renforcement des réseaux entre O.N.G. travaillant sur le terrain.

Résumé de : Siddiqi, D., 2003, 'Paving the Way to Justice: The Experience of Nagorik Uddyog (NU)', One World Action
URL: http://www.oneworldaction.org/reports.htm#NUprofile

Accroître le nombre de femmes candidates aux élections locales à Cotabato, aux Philippines

Ce projet de plaidoyer législatif a été mis sur pied à Cotabato où une importante population musulmane s'est mise, récemment, à participer aux processus politiques. Le but du projet était d'augmenter l'implication des femmes dans la municipalité à la faveur de cette évolution. On trouvait parmi les participants des fermiers, des travailleurs de la santé et des instituteurs qui, pour moitié, n'avaient jamais participé à aucune activité politique. Le projet s'articulait en deux phases. La première organisait des formations sur les techniques de sensibilisation et de campagne politique. La deuxième phase instaurait une alliance des défenseurs des femmes, "KABARO", pour garantir un soutien continu, la consolidation des savoir-faire et l'élaboration d'une stratégie. Les membres de KABARO ont mené un travail d'éveil des consciences, mobilisant les femmes pour faire pression sur les autorités locales afin qu'elles améliorent la provision de services comme l'accés aux soins et à l'eau potable. KABARO a également fourni des informations relatives à la problématique hommes-femmes aux agences gouvernementales et non-gouvernementales. Le projet s'est traduit par une augmentation du nombre de femmes élues et du nombre de femmes électrices. Il y eut également un engagement plus fort en faveur de services et des programmes destinés aux femmes.

Recommandations :

- il est nécessaire de sensibiliser les élus et le grand public aux problèmes rencontrés par les femmes en politique et au traitement des questions sexospécifiques dans la planification ;
- les formations doivent partir des savoir-faire spécifiques au sein de la communauté ;
- les manuels doivent tenir compte de leur public et il est utile de solliciter un retour des utilisateurs ;
- il est important de prendre en compte le caractère de long terme des réformes législatives ;
- soutenir les réseaux qui fournissent des connaissances, des outils et un forum de discussion est indispensable pour conserver une dynamique et consolider les gains politiques.

Résumé de : Centre for Legislative Development, 1999, 'Legislative Advocacy for Women's Rights: Training Candidates for Local Elections in Cotabato, Philippines', *PROWID Report-in-Brief*, Washington: ICRW and CEDPA
URL: http://www.icrw.org/docs/ribs/CLD.pdf

Pour d'autres études de cas de PROWID sur la gouvernance, la société civile, et le rôle dirigeant des femmes, se rendre à : http://www.icrw.org/projects/prowid/prowidsectors.htm#governance

Voir également Ahern, P., Nuti, P., and Masterson, J., 2000, *Promoting Gender Equity in the Democratic Process: Women's Paths to Political Participation and Decisionmaking*, en section 2.2 de cette Boîte à outils.

3.3 Europe

Droits humains, plaidoyer et autonomisation des femmes : l'initiative de B.a.B.e. (Be Active, Be Emancipated), Croatie

En Croatie, l'étendue du conflit ethnique a conduit à l'érosion à grande échelle des droits humains, dont ceux des femmes. Face à cette situation, Be Active, Be Emancipated - *Budi aktivna, Budi emancipirana*, ou B.a.B.e. – a été fondée dans le but d'encourager des réformes structurelles visant à garantir la pleine participation des femmes au sein de la société. B.a.B.e. vise à unir les militants et les spécialistes de la cause des femmes des pays de toute l'ancienne Yougoslavie. Elle fournit des formations à la défense des droits humains des femmes sur les thèmes des droits, des systèmes légaux, des mécanismes internationaux et de la sensibilisation des médias et défend en particulier le principe d'une participation politique et d'une protection sociale intégrales. Ceci s'accompagne de stratégies d'action et d'activités de suivi. La participation des femmes en politique a été encouragée avec succès au travers du contrôle des élections et de campagnes d'éducation des électeurs. Le groupe a également produit des communiqués de campagne et des rapports sur la situation des femmes. Il est recommandé : de créer des partenariats à long terme entre bailleurs de fonds et organisations locales ; de cibler les initiatives sur les priorités locales

; de se laisser la possibilité de démarrer avec un réseau lâche, peut-être plus réaliste dans le contexte ; d'assurer une formation au suivi et de renforcer les savoir-faire.

Résumé de : Centre for Russian, Central and East European Studies, Rutgers University, 1999, 'Human Rights, Advocacy, and the Empowerment of Women: An Education and Action Project in the Yugoslav Successor States', *PROWID Report-in-Brief*, Washington: ICRW and CEDPA
URL: http://www.icrw.org/docs/ribs/BaBe.pdf

Pour une autre initiative de PROWID dans la région Europe centrale et orientale, voir le Centre for Russian, Central and East European Studies, Rutgers University, 1999, 'Lobbying for Women's Political Rights: Strategies in Poland and Ukraine', *PROWID Report-in-Brief*, Washington: ICRW and CEDPA
URL: http://www.icrw.org/docs/ribs/Rutgers_rib.pdf

3.4 Amérique latines et Caraïbes

Rendre les gouvernements comptables de l'application des dispositions des traités internationaux sur les droits des femmes : projet ICC (Indicateurs d'engagements accomplis/ Accomplished Commitments Index), Centre pour l'information, l'action et l'étude citoyennes (CEPIA), Brésil

CEPIA est une organisation non-gouvernementale à but non lucratif dédiée à l'élaboration de projets en faveur des droits humains et citoyens au Brésil. En 2003, CEPIA, en partenariat avec FLACSO (institut des sciences sociales en Amérique latine), au Chili, s'est attelé au projet ICC en vue d'évaluer l'application de la plate-forme d'action de Beijing et de la Conférence internationale du Caire sur le plan d'action population et développement/. Le défi de conserver les réalisations des femmes brésiliennes et de bâtir sur elles dans les années à venir repose, en grande partie, sur les capacités et l'aptitude des mouvements de femmes à faire pression sur le gouvernement brésilien. L'indice ICC a été instauré dans de nombreux pays d'Amérique latine et s'est révélé un instrument utile aux mains des organisations de femmes. L'ICC identifie et définit des indicateurs et des cibles au travers d'un processus politique de consultation avec des organisations de femmes et des experts. D'autres méthodologies ne prennent souvent en compte que la présence ou l'absence d'un indicateur. L'ICC va un peu plus loin, prenant en compte *l'importance politique* d'un indicateur afin de placer les indicateurs dans un contexte social et politique large et de les relier entre eux.

L'indicateur ICC est un outil important pour contrôler les actions gouvernementales en faveur de la condition féminine et de l'égalité des sexes. Il se fonde sur les objectifs établis par les conférences du Caire et de Beijing dans les domaines suivants :

- participation politique et accès au pouvoir ;
- autonomie économique et emploi ;

- santé, droits sexuels, droits génésiques et violences à l'égard des femmes.

En 2003, CEPIA a organisé une série de consultations avec des organisations de femmes dans tout le pays pour discuter des indicateurs sociaux, économiques et politiques les plus appropriés au contexte brésilien et les définir. Cette consultation s'est menée au travers d'ateliers associant des organisations de femmes et des femmes leaders de São Paulo, Rio de Janeiro et Brasilia, de mai à juin 2003, et par consultation électronique. De nombreuses femmes issues d'O.N.G., d'agences gouvernementales et d'universités ainsi que des militant-es individuel-les ont participé à la consultation.

Pour chaque région, un ensemble d'indicateurs fut défini, coïncidant avec des objectifs. Pour calculer l'indicateur ICC, 1995 -- l'année de la conférence internationale sur les femmes à Beijing -- est prise comme année de départ, 1998 et 2000 constituant les années de référence pour la comparaison et l'analyse des avancées et des échecs.

Près de 15 indicateurs ICC ont été sélectionné dans chaque domaine et classés en « volonté politique », « processus » et « résultats ». « Volonté politique » renvoie à des indicateurs concernant les engagements gouvernementaux sur les questions féminines. Les indicateurs « processus » sont ceux qui évaluent la nature des politiques publiques et des réformes législatives relatives aux questions sexospécifiques. « Résultats » fait référence à des indicateurs fournissant une analyse des politiques mises en oeuvre. Les cibles sont exprimées en termes de pourcentage ou de variation de pourcentage escompté de différents indicateurs sur une période donnée.

CEPIA travaille actuellement sur l'identification et la localisation des données statistiques nécessaires au calcul de chaque indicateur thématique ICC. Les conclusions finales pour le Brésil seront disponibles sur le site Web de CEPIA à partir de 2004 *(*http://www.cepia.org.br*)*.

Résumé de Rosana Heringer et Dayse Miranda, CEPIA.

Pour de plus amples informations sur le projet ICC au Brésil, veuillez contacter Rosana Heringer et Dayse Miranda. Coordonnées complètes en section 6.

Introduire le souci de l'égalité des sexes dans la gouvernance locale : politique municipale pour l'équité entre les sexes à San Salvador, au Salvador.

À San Salvador, le mouvement des femmes a impulsé en quelques années la formulation d'une politique d'égalité des sexes à laquelle ont participé une vaste gamme d'acteurs de la communauté. Un élément important de la citoyenneté est l'interaction entre les individus et les sphères où se décident les politiques publiques. La municipalité est un domaine fondamental, où de tels processus peuvent se produire au bénéfice des droits des femmes et de l'égalité des sexes. La formulation de la politique d'équité entre les sexes au San Salvador a reçu l'aide d'une administration municipale de gauche qui a pu s'appuyer sur les liens existants avec le mouvement des femmes.

Le projet a fait l'objet de consultations publiques étendues dans le quartier en vue d'examiner les besoins et priorités sexospécifiques. Trois consultants ont ensuite été engagés pour apporter une aide technique à la finalisation du projet, qui fut ensuite discuté entre les principales organisations de femmes, des femmes en vue de la municipalité et directeurs administratifs. Ses principaux domaines d'intervention sont la participation citoyenne, l'éducation et la culture, le travail, les campagnes de santé, la sécurité, les infrastructures locales et les services publics municipaux. Les plus grandes réussites du projet sont :

- la création d'un ministère des femmes au sein du conseil municipal pour coordonner centralement les politiques et d'une division en charge des questions sexospécifiques pour leur mise en oeuvre dans les quartiers. Ceux-ci se doublent d'une commission consultative pour l'égalité des sexes en vue de contrôler leur application. L'instauration de points focaux sur le genre d'un bout à l'autre de la structure du conseil municipal garantit une prise en compte systématique du genre, et empêche une « ghettoïsation » de ces questions au sein du ministère des femmes ;

- La mise en oeuvre de formations à la problématique homme-femme en direction du personnel du conseil au travers de cours spécifiques sur la dimension du genre et les méthodologies, et l'intégration vers d'autres cours ;

- la modification des politiques de ressources humaines afin de permettre à un plus grand nombre de femmes d'assumer des postes décisionnels et de recruter un personnel qualifié dans les principales sphères institutionnelles pour mettre en œuvre les politiques d'équité des sexes ;

- L' embauche de promoteurs sociaux au niveau local, responsables de l'application des politiques et chargés d'organiser les réunions au niveau du quartier ;

- La création de centres pour les femmes offrant un certain nombre de services et un espace de rencontre et de débats sur les problèmes qui les concernent au sein de la communauté.

Un élément fondamental du succès de cette politique a été le partenariat entre acteurs de l'État, mouvement des femmes et consultations locales. Cette politique a bénéficié d'un cadre conceptuel solide, simple et réfléchi et d'une base légale s'appuyant sur des instruments nationaux et internationaux tels que la plate-forme d'action de Beijing. Cette politique a aussi bénéficié de son insertion dans un programme municipal de participation citoyenne plus large, où des espaces d'interaction entre gouvernement et acteurs de la société civile ont été créés.

Parmi les difficultés rencontrées, on trouve les attitudes hostiles au recrutement de femmes à des postes de responsabilité communale et le manque de moyens spécifiquement réservés à la mise en œuvre de cette politique. De même, son application dépendait largement d'un petit nombre d'organisations de femmes et il n'a guère été facile d'augmenter le nombre d'organisations impliquées dans les processus consultatifs. Au niveau local, de nombreux résidents ont exprimé leurs craintes que ces politiques menacent la famille, et des efforts ont donc été faits pour impliquer également les hommes dans les tables rondes de quartier.

Pour inscrire ces résultats dans la durée, il est besoin :

- de l'action continue d'un mouvement de femmes fort et engagé
- d'engager un personnel motivé, des femmes engagées en particulier ;
- d'un financement direct de la part des agences d'aide internationale
- d'un engagement du conseil à poursuivre la mise en œuvre de cette politique dans les administrations municipales où elle ne l'est pas encore

Résumé de : Clulow, M., 2003, 'Gender Equity and Local Governance: A Study of the San Salvador Municipal Gender Equity Policy', London: One World Action
Anglais: http://www.oneworldaction.org/reports.htm#san_salvador_eng
Espagnol: http://www.oneworldaction.org/reports.htm#san_salvador

Inclure les minorités dans les luttes des femmes en vue d'influencer l'État : la représentation des femmes Mapuche au sein du Sernam, au Chili

Quelles difficultés les groupes de femmes indigènes rencontrent-ils dans leurs efforts de pression en faveur de l'égalité des sexes ? Les femmes Mapuche du Chili sont intervenues auprès du Service national pour les femmes (SERNAM), l'institution publique chargée de représenter les intérêts des femmes, afin que leur droit à la citoyenneté et leur participation démocratique soient définies en termes de différences ethniques et culturelles et non comme un simple problème d'égalité entre hommes et femmes. Les groupes de femmes indigènes, ainsi que d'autres groupes de femmes minoritaires telles que les lesbiennes, les femmes de milieu ouvrier, les femmes pauvres et afro-latines /soutiennent que les programmes féministes au Chili ont toujours représenté un programme féministe à l'intention des classes moyennes blanches. Celui-ci ignore d'autres axes d'inégalité qui limitent l'accès aux ressources et aux opportunités. SERNAM

maintient que ces axes d'inégalité ne sont que des « obstacles supplémentaires » -- autrement dit que les problèmes des femmes sont fondamentalement les mêmes. Le groupe des femmes Mapuche interprète cette réponse comme un refus permanent de l'État de prendre en compte les problèmes particuliers des femmes indigènes et comme un reflet des difficultés permanentes rencontrées par les groupes de femmes minoritaires pour faire entendre leurs opinions et obtenir que leurs besoins soient satisfaits. Le SERNAM reconnaît davantage aujourd'hui le travail des groupes de femmes et leur contribution aux luttes pour l'égalité des sexes mais les groupes de femmes minoritaires doivent absolument continuer à faire émerger une conscience des droits de la citoyenneté qui reconnaisse la différence culturelle. Les femmes Mapuche cherchent à étendre les luttes des femmes pour la citoyenneté d'une concentration de droits individuels -- qui peut refléter les préoccupations de l'agenda féministe des classes moyennes « occidentalisées » -- à une orientation englobant des droits collectifs mieux susceptibles de répondre à leur situation de groupe minoritaire.e

Résumé de : Richards, P., 2000, 'Expandir el concepto de la ciudadania de las mujeres: la vision de pueblo y la representación de las mujeres Mapuche en Sernam' ("Étendre le concept de citoyenneté des femmes : la vision du peuple et la représentation des femmes Mapuche dans le Sernam »), Temuco: Programa Derechos Indígenas
URL: http://www.derechosindigenas.cl/Documentos/Internacionales/Richards_MUJERES.pdf (en Espagnol)

Pour une étude de cas sur les droits des femmes au sein du mouvement zapatiste au Mexique, se reporter à la section 5 du Panorama de ce kit.

4. Outil, guides et manuels de formation

Cette section présente une gamme de matériels susceptibles d'aider les militants de l'égalité des sexes et les acteurs du développement à mettre concrètement en œuvre des mesures en faveur des droits et de la participation pour tous. On trouvera des matériels visant à renforcer la capacité des groupes de la société civile à influencer les sphères politiques et des directives pour aider les responsables politiques à se montrer plus attentifs aux droits des femmes et aux objectifs de l'égalité des sexes. Ils s'adressent donc à des publics divers : décideurs, propagandistes des droits des femmes et communautés plus vastes. Ils s'appliquent également à différents niveaux -- du local à l'international -- et identifie certaines activités fondamentales comme le plaidoyer, l'intégration systématique du genre, la formation aux fonctions dirigeantes et le travail de sensibilisation.

4.1 Généralités

Macdonald, M., 2001, 'Gender in Practice: Drawing Lessons from the Experiences in Africa, the Caribbean and the Pacific', Women in Development Europe (WIDE) Bulletin

Ce bulletin présente aux propagandistes des droits des femmes certaines méthodes qui peuvent leur permettre d'influencer efficacement les sphères politiques. C'est un ensemble d'outils, de directives et de leçons tirées d'un projet WIDE d'une durée de deux ans sur l'application de la plate-forme d'action de Beijing. Les matériels de ce bulletin proviennent d'une gamme de projet d'O.N.G. et de réseaux de différentes régions, et nombre d'entre eux sont applicables dans une variété de contextes. Les matériels sont destinés à soutenir les initiatives de renforcement des capacités telles que la formation des formateurs, les ateliers de sensibilisation et l'élaboration de manuels de formation. Ils comprennent :

- des outils analytiques et conceptuels ;
- des matériels de formation et de renforcement des capacités ;
- des outils pour le développement et le leadership ;
- des matériels de plaidoyer ;
- des directives pour une communication réelle sur les questions sexospécifiques ;
- des directives pour l'élaboration d'une stratégie ;
- des outils de contrôle et d'évaluation ;

On trouve dans ces outils, par exemple, un exercice d'atelier pour comprendre la formulation d'une politique et les étapes de son élaboration, en triant un jeu de cartes en institutions politiques, responsables politiques et contributions politiques. Un autre exercice donne des conseils pour préparer un communiqué presse et prendre la parole en public (voir ci-dessous).

Conseils pour une prise de parole en public :

- Parlez toujours comme si vous vous adressiez à 200 personnes
- Choisissez des exemples qui parlent à votre public
- Ne rédigez par entièrement à l'avance votre discours
- Commencez par une phrase accrocheuse
- Entraînez-vous d'abord en petits groupes
- Présentez une idée à la fois
- Résumez et récapitulez aux passages appropriés
- Répétez toujours les questions qui vous sont posées pour que le public les entende
- Face à des questions négatives, vous pouvez choisir de questionner le reste du public

(page 43)

Cinq arguments clés en faveur de la prise en compte des voix féminines :

1. Les femmes représentent la moitié de la population
2. Sans représentation des femmes, il n'y a pas de démocratie
3. Les femmes sont le mieux placées pour défendre leurs besoins
4. Les femmes peuvent faire évoluer les priorités politiques
5. Exclure les femmes du pouvoir est un gâchis de ressources humaines

(page 37)

Uniquement disponible en version imprimée. Contactez WIDE pour de plus amples informations. Ce livre est également disponible auprès de Women, Ink. Se reporter à la section 6 pour les modalités de commande..

Mertus, J. with Dutt, M. and Flowers, N., 1999, *Local Action/Global Change: Learning about the Human Rights of Women and Girls*, Center for Women's Global Leadership and the United Nations Development Fund for Women (UNIFEM)

Ce livre vise à sensibiliser aux droits humains et à informer sur des actions orientées problème. Il rassemble des informations substantielles sur les droits humains des femmes dans des domaines comme la violence, la santé, la reproduction et la sexualité, l'éducation, l'économie globale, le lieu de travail et la vie familiale. Chaque chapitre relie le débat aux provisions de la CEDAW, de la déclaration et de la plate-forme d'action de Beijing et d'autres accords internationaux. Le manuel fournit des outils pour permettre aux hommes et aux femmes de porter un regard critique sur les droits humains et encourage les lecteurs à établir des connexions entre diverses combinaisons de droits humains (par exemple, santé et violence) et différents groupes ciblés (femmes des communautés majoritaires et femmes réfugiées par exemple). Des activités présentent des méthodologies interactives comme le débat, le jeu de rôle, le récit d'une histoire et l'expression créative artistique et musicale afin de relier les principes des droits humains aux expériences personnelles des femmes.

Uniquement disponible en version imprimée. Résumé adapté de :
http://www.unifem.org/index.php?f_page_pid=8
Ce livre est également disponible auprès de Women, Ink. Se reporter à la section 6 pour les modalités de commande.

4.2 Impulser des campagnes

Espine-Villaluz, S. and Reyes, M., 2001, 'Guide to Launching a National Campaign for 50/50 in Government', Pasig City: Centre for Legislative Development (CLD)
URL: http://www.cld.org/guide_to_launching_a_national_ca.pdf

Une parité de 50 % d'hommes et de femmes au sein du gouvernement est nécessaire pour garantir la démocratie, les droits humains et la représentation des besoins et des intérêts des femmes. La campagne internationale de WEDO (Women's Environment and Development Organization) pour l'intégration de 50 % de femmes au sein du gouvernement exige que les gouvernements déploient des efforts pour atteindre une masse critique de 30 % en 2003 et de 50 % en 2005. Il est essentiel de fixer des objectifs chiffrés, assortis d'une date-butoir si l'on veut que les gouvernements traduisent leurs engagements en action. Ce guide à l'intention des militants et des O.N.G. définit les modalités pratiques du lancement d'une campagne au niveau national. Le guide traite des différentes étapes : évaluation du contexte de la campagne, planification de son lancement national (conception, mobilisation et logistique), activités de prolongement après son déclenchement et mise en oeuvre du plan d'action de la campagne. On y trouve des exemples de matériels médiatiques et de publicité et certaines étapes incontournables comme la collecte de données, la recherche de soutien ou « la constitution d'une clientèle », ainsi que des stratégies de plaidoyer législatif comme la rédaction de projets de loi et l'organisation de forums de discussion.

VeneKlasen, L., 2002, *A New Weave of Power, People and Politics: The Action Guide for Advocacy and Citizen Participation,* Oklahoma: World Neighbors

Comment la promotion de la participation politique et de la citoyenneté peut-elle répondre à l'inégalité entre les sexes et à l'exclusion ? Le plaidoyer en faveur d'une loi et d'une politique publique et sur le thème des valeurs et du comportement peut servir à questionner les systèmes qui excluent les femmes et d'autres groupes désavantagés. Ce manuel exhaustif, à destination des O.N.G., des bailleurs de fond, des agences et des formateurs en développement présente des stratégies concrètes en vue de renforcer la participation, la conscience et l'organisation citoyennes. Il fournit des informations sur les processus et institutions politiques qu'il faut impérativement approcher. Il comprend des exercices, des outils, des ressources, des récits et des diagrammes qui aident à relier concepts et action. Les matériels de plaidoyer se répartissent sous les titres « planifier » et « agir ». La section dédiée à la planification explique comment identifier les problèmes, définir une stratégie et trouver des « points d'entrée » en politique. La section « agir » présente

des conseils, des listes récapitulatives et des exercices qui aident à repérer les différents niveaux de plaidoyer (sensibilisation, mobilisation et travail de pression), et les différentes activités (présenter un cas, organiser la mobilisation citoyenne et construire des alliances). D'autres conseils sont également fournis à l'usage des planificateurs, des formateurs et des animateurs. Tous les matériels sont présentés dans un format facile à photocopier -- et de nombreux diagrammes et dessins facilitent la compréhension des concepts.

Uniquement disponible en version imprimée. Pour le commander, contactez World Neighbors International Headquarters. Ce livre est également disponible auprès de Women, Ink.Se reporter à la section 6 pour les modalités de commande.

Hoodfar, H. and Pazira, N., 2000, *Building Civil Societies: A Guide for Social and Political Activism*, Women Living Under Muslim Laws
URL: http://www2.ucsc.edu/globalinterns/cpapers/hoodfar.pdf

Ce guide s'adresse aux groupes, individus, militants et chercheurs qui soutiennent le travail d'influence dans le domaine politique, l'organisation de campagnes de protestation et autres mobilisations autour de la violence conjugale, des réformes légales ou de l'activisme en faveur de la paix. Les stratégies opèrent aux échelons local, national et international. La participation politique et sociale en vue de créer la justice et la réforme sociale est à la portée de tous mais il est important de comprendre la nécessité de faire évoluer les mentalités et s'exprimer les opinions. Les situations de crise, par exemple, ou de réformes structurelles à long terme, requièrent des stratégies différentes, comme les contextes nationaux et culturels différents. Sur la base des expériences du Réseau des femmes vivant sous les lois musulmanes, les auteurs soulignent l'importance du partage d'informations entre pays musulmans où le soutien de « l'Occident » peut avoir des effets ambivalents. Des directives détaillées d'Alerts for Action sont présentées, ainsi que des études de cas où des méthodes différentes ont été employées. Des exemples comme la campagne du « million de signatures » pour faire amender la loi marocaine sur la famille illustrent de manière encourageante des initiatives réussies. Des exemples de lettres propagandistes ou de sollicitation, de communiqués de presse et de campagnes de pétitions/signatures montrent comment on peut combiner les matériels, faire un choix de destinataires, et adapter son langage en fonction de la situation. D'autres stratégies d'influence plus formelles dans le cadre, par exemple, de la réforme légale sont aussi expliquées.

4.3 Introduire la problématique homme-femme dans la gouvernance locale

Evertzen, A., 2001, 'Gender and Local Governance', Netherlands Development Organisation (SNV)
URL: http://www.snvworld.org/localGovernance/Part%207/Table_of_contents.htm

Ce manuel décrit des stratégies en matière de gouvernance locale visant à incorporer les besoins et les intérêts des femmes dans la planification en développement au niveau local. Dépassant la question des services, il aborde les questions du pouvoir, de la prise de décision, de la participation et de la reddition

comptable dans la question de savoir comment les citoyens des deux sexes peuvent bénéficier de leur droit au développement. Il discute des arguments en faveur de la participation des femmes, des obstacles rencontrés, des processus de prise de décision, traite de l'administration, des finances, de la communication, de la législation et de la société civile. Le manuel soutient que la gouvernance locale décentralisée doit absolument renforcer la participation et l'engagement civique des femmes, permettre de sensibiliser davantage les officiels à la dimension du genre parmi les officiels, offrir des services qui répondent aux besoins des femmes en tant que groupe et créer une prise de conscience que les femmes aussi ont des droits. Il fournit des exemples concrets et des pratiques exemplaires pour atteindre ces objectifs. Des exemples de listes récapitulatives et de listes d'indicateurs d'inégalité entre les sexes sont présentés, ainsi qu'un descriptif des éléments nécessaires à la conduite d'une analyse sexospécifique de base, cherchant à définir les rôles et les besoins dévolus à chaque sexe au sein de la communauté. Le manuel comprend également une bibliographie annotée et une liste de ressources électroniques. Bien qu'il traite plus particulièrement de l'Afrique de l'Ouest, ce manuel peut être utilisé plus largement.

Le manuel est également disponible en français à la même adresse URL, avec une bibliographie en espagnol et en portugais.

Ce manuel fait partie d'un guide de référence du SNV sur les processus de gouvernance locale. Le guide intégral peut être consulté à : http://www.snvworld.org/localGovernance/

Joseph, C., 2002, 'Gender and Local Government', *Occasional Paper* No 13, Friedrich Ebert Stiftung South Africa Office
URL: http://www.fes.org.za/english/debate/occpaper13.pdf

La municipalité est le domaine de politique publique le plus proche de la population et, à ce titre, elle est d'une grande importance pour le travail sur la citoyenneté. Bien qu'elle soit responsable de nombreux biens et services auxquels tout le monde, théoriquement, a accès, de nombreux facteurs comme l'origine ethnique ou l'identité sexuelle influencent l'accès des individus à ses prestations. Cet outil est un module unique dans un recueil de matériels didactiques compilé pour le manifeste de l'ANC (Congrès National Africain) pour les élections municipales de 2000 en Afrique du Sud. Destiné aux conseillers municipaux, il souligne l'importance de l'égalité des sexes pour la démocratisation et le développement et la nécessité de faire évoluer les opinions sur cette question. Il présente différentes manières de combattre les inégalités tels que les droits constitutionnels, la remise en cause du droit coutumier, l'invocation de la CEDAW et l'encouragement à la participation politique, ainsi qu'une série d'arguments moraux et économiques. Il décrit à grand trait comment il est possible de mener une analyse sexospécifique de la gouvernance comme moyen d'évaluer les besoins de la communauté. Ceci implique d'examiner les rôles sexospécifiques des individus dans leurs responsabilités productives, reproductives et communautaires. La liste récapitulative suivante donne des indicateurs généraux en matière d'égalité et de politiques municipales soucieuses de l'équité des sexes.

Liste récapitulative pour des municipalités soucieuses de l'équité des sexes

- Le conseil municipal compte-t-il au moins 30 % de femmes ?
- Tous les partis politiques font-ils en sorte de garantir qu'au moins 30 % des conseillers municipaux soient des femmes ?
- Les femmes sont-elles équitablement représentées aux diverses fonctions dirigeantes du conseil tel que la commission exécutive, la présidence ou la trésorerie ?
- La municipalité possède-t-elle une politique et un programme de discrimination positive qui promeut activement la représentation des femmes à tous les niveaux, y compris à sa direction et dans tous les secteurs de l'administration ?
- La politique et le programme de discrimination positive identifient-ils les femmes noires comme un groupe ciblé fondamental ?
- La municipalité possède-t-elle une politique pour le déroulement de carrière interne de ces employés, en particulier les femmes, afin d'encourager leur ascension au sein de l'institution ?
- Les descriptions de missions font-elles référence à la responsabilité de l'employé-ée envers la transformation des rapports hommes-femmes, en particulier de ceux et celles qui sont chargées de diriger ce processus ?
- Le conseil a-t-il adopté une politique à l'égard des sexes qui affirme son engagement à promouvoir l'égalité des sexes ?
- Le conseil a-t-il adopté une politique contre le harcèlement sexuel, assortie de mécanismes de sanctions et d'appels spécifiques ?
- Les informations sur les politiques municipales concernées, tels que les politiques en faveur de l'égalité des sexes ou contre le harcèlement sexuel ont-elles été diffusées à l'ensemble des employé-ées et la communauté ?
- Le conseil fournit-il un service de garde d'enfants permanent ou temporaire à l'ensemble des conseillers et employés, indépendamment de leur sexe ?
- Le conseil organise-t-il un service de transport ou fournit-il un transport de remplacement à ceux qui dépendent des transports publics ou dont les ressources limitées ne leur permettent pas de payer le transport ?
- Le conseil consacre-t-il un pourcentage raisonnable de son budget de formation à l'enseignement de connaissances et de savoir-faires pour les femmes (programmes de formation et d'éducation de base pour adulte ou formations techniques, par exemple) ?
- La municipalité organise-t-elle des formations à la prise en compte de la diversité et des programmes de sensibilisation au genre pour l'ensemble de ses conseiller-ères et employé-es ?
- La municipalité dispose-t-elle de données détaillées sur ses administrés, et de chiffres pertinents tels que l'emploi et le revenu ventilés par race et par sexe ?
- Les planificateurs municipaux sont-ils formés à l'analyse et la planification selon le genre ?
- La municipalité s'assure-t-elle que la planification ciblée (sensible à la dimension du genre) et la provision de services sont effectifs ?
- Les indicateurs clés de performance permettent-ils à la municipalité d'évaluer l'impact de la provision de services sur les hommes et les femmes de milieux différents au sein de la communauté ?

- La municipalité a-t-elle adopté une stratégie de participation communautaire ciblée en vue de faciliter l'implication des groupes marginalisés, des femmes en particulier, dans les prises de décision communautaires.

(pages 18-20)

German Technical Cooperation (GTZ), 2001, 'Decentralisation: Toward Gender Orientation', Eschborn: GTZ

Anglais: http://www.gtz.de/women_law/Publikationen/Decentralisation_e.pdf

Allemand : http://www.gtz.de/women_law/publikationen/dezentralisierung.pdf

Comment la provision de conseils techniques peut-elle permettre d'introduire une perspective soucieuse de l'égalité des sexes et la prise en compte des intérêts des femmes dans les processus de décentralisation ? Cette publication du GTZ décrit les divers points d'entrée permettant aux bailleurs de fonds d'aider à faire en sorte qu'hommes et femmes participent au processus et bénéficient également de ses retombées. La publication est divisée en actions aux niveaux local et national. Au niveau national, une assistance peut être fournie au moment de l'élaboration d'une politique, sur les cadres législatifs par exemple, et dans le cadre de campagnes d'information publique. Au niveau local, les mesures comprennent la formation des élus et des membres du personnel sur les thèmes suivants : améliorer la participation des femmes et soutenir les représentants élus ; perspective de genre et méthodologies d'analyse en planification du développement ; renforcer les liens entre les départements sectoriels et les conseils municipaux afin d'encourager des mesures conjointes en faveur de l'égalité des sexes ; planification de budgets prenant en compte la dimension du genre ; planification économique soucieuse de l'équité des sexes. La publication comprend une liste récapitulative dans chacun de ces domaines et des exemples d'initiatives au Mali, en Afrique du Sud et en Allemagne.

4.4 Institutions et instruments nationaux et internationaux

Centre for Research & Training on Development (CRTD), 2003, *Gender, Citizenship & Nationality Training Pack*, Beirut: CRTD

Ce kit de formation s'appuie sur les enseignements tirés de diverses initiatives de formation sur le terrain et d'études de cas extraites d'études empiriques du CRTD. Le kit a pour objectif de développer une meilleure compréhension des concepts et applications du genre, de la citoyenneté et de la nationalité ; de créer un débat sur les raisons qui font que les individus, en particulier les femmes, sont exclus des droits citoyens. Il recourt à des exposés, des études de cas, des illustrations, des jeux et autres outils participatifs dans le but d'aboutir :

- à une profonde compréhension des concepts de genre, de citoyenneté et de nationalité

- à une analyse critique et une mobilisation sur la question de la discrimination en termes de citoyenneté et de droits à la nationalité
- à des méthodologies de plaidoyer en faveur de la citoyenneté et des droits à la nationalité
- à des partenariats et des efforts de soutien aux initiatives de plaidoyer sur les femmes, le genre et les droits citoyens. (Résumé fourni par MacMag GLIP)

Ce kit est disponible en version imprimée en anglais et en arabe auprès de MacMag GLIP (voir les réseaux et coordonnés en section 6 de cette boîte à outils).

International Women's Rights Action Watch (IWRAW), 2003, *Producing NGO Shadow Report to CEDAW: A Procedural Guide*, Minneapolis: IWRAW
URL: http://iwraw.igc.org/shadow.htm (disponible en versions anglaise et espagnole)

Comment les O.N.G. doivent-elles agir pour obliger les gouvernements à appliquer le droit international qui protège les droits des femmes ? International Women's Rights Action Watch (IWRAW) publie ce guide pratique à l'intention des O.N.G. qui souhaitent utiliser la CEDAW pour rendre leurs gouvernements comptables de la défense et du respect effectif des droits des femmes. L'application des dispositions de la CEDAW se fait au travers d'un système de compte-rendus et l'IWRAW encourage les O.N.G. qui travaillent à la promotion des droits des femmes à soumettre des rapports alternatifs afin de rendre les gouvernements responsables devant leurs propres électeurs comme devant les Nations unies. Ce manuel propose un calendrier d'activités pour les O.N.G. et des directives pour l'organisation des rapports alternatifs. Pour que le rapport soit complet, les O.N.G. doivent absolument, entre autres mesures, obtenir le rapport gouvernemental et établir une coordination et une collaboration avec d'autres O.N.G. s'occupant de questions similaires, pour donner du poids à leur intervention. Le manuel conclut en décrivant en détails sous quelle forme doit se présenter le rapport et comment les O.N.G. pourront travailler le plus efficacement avec le comité en charge de la CEDAW, une fois à l'ONU.

Bratislava Regional Centre, UNDP, 2003, *Drafting Gender-Aware legislation: How to Promote Gender Equality in Central and Eastern Europe and in the Commonwealth of Independent States (CIS)*, Bratislava: UNDP
URL: http://www.ecissurf.org/index.cfm?module=BookStore&page=Book&BookID=83

Il s'agit d'un manuel produit par le Service de ressources sous-régional pour l'Europe de l'Est et la Communauté des États Indépendants du Programme de Développement des Nations unies (PNUD), en vue de fournir des directives pratiques pour améliorer, dans la pratique, la sensibilité au genre de la législation et des politiques. L'existence de cadres légaux fortement égalitariens, issus des traditions communistes d'Europe de l'Est, associée à la ratification des lois internationales qui protègent les droits des femmes a fait penser à tort que puisque la loi ne discrimine pas, il n'est pas nécessaire d'examiner plus avant la question de l'égalité des sexes. Dans les faits, cependant, il est clair que les femmes sont toujours

victimes de discrimination sur les marchés du travail et de sous-représentation dans les rôles décisionnels. D'un bout à l'autre de l'Europe de l'Est, les connaissances des responsables politiques en matière d'égalité des sexes et de droit des femmes sont limitées. Ce guide vise à combler ce manque de connaissances et se divise en quatre parties. La première partie présente une synthèse comparative de la législation et des pratiques sensibles à la dimension du genre dans la région Europe centrale et orientale et dans la region de la CEI. Cette synthèse met en lumière certains défis spécifiques à la région, tout en soulignant certains progrès importants. La seconde et la troisième partie sont plus axées sur la pratique et présentent une démarche intégrale en vue d'influencer les processus de législation et de mise en œuvre, avec des listes récapitulatives détaillées servant de référence pour l'analyse de la législation et de son application. Enfin, la quatrième partie se présente comme un guide de référence vers une sélection de normes internationales et de pratiques exemplaires, et signale d'autres ressources complémentaires.

Ce guide est aussi disponible en russe à :
http://www.ecissurf.org/index.cfm?module=database&page=document&DocumentID=3847

Women's International Coalition for Economic Justice, 2003, *How Women Are Using the United Nations World Conference Against Racism: Racial Discrimination, Xenophobia, and Related Intolerance (WCAR) to Advance Women's Human Rights, Tools for Women's Advocacy #2 UN Conferences at Work,* New York: Women's Coalition for Economic Justice
URL: http://www.wicej.addr.com/tools2.html

La Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (WCAR) s'est tenue à Durban, en Afrique du Sud du 31 août au 8 septembre 2001. Y participaient des représentants gouvernementaux, des O.N.G. et des militants qui se sont trouvés eux-mêmes en but au racisme. La WCAR attachait une grande importance, pour les femmes en particulier, à la reconnaissance de la notion de « discrimination multiple » par la communauté internationale. Les individus sont victimes d'oppressions multiples du simple fait d'être, par exemple, de sexe féminin, membres d'une minorité raciale, immigrés et/ou pauvres. Ce pamphlet de huit pages en direction des O.N.G. et des activistes comprend : une introduction à la conférence et des suggestions d'organisation autour du programme d'action de Durban issu de la conférence, des études de cas, un glossaire, une liste de ressources clés et « des outils pour la justice raciale et anti-sexiste ». Ces outils offrent des pistes pour : comprendre les multiples façons dont les femmes sont opprimées ; utiliser les conventions internationales sur les questions raciales et féminines pour répondre à cette discrimination multiple et appeler les gouvernements nationaux à rendre des comptes ; relier la justice économique, raciale, et le genre à l'antimilitarisme et aux efforts de paix.

The People's Movement for Human Rights Education (PDHRE), 2003, *Passport to Dignity*, New York: The People's Movement for Human Rights Education

Pour répondre aux désavantages des femmes, il est besoin de mener une analyse systémique exhaustive de la situation des femmes, qui examine les causes et les structures de cette situation en vue d'élaborer

des solutions. Le cadre des droits humains peut fournir les outils pour y parvenir. Il peut permettre d'identifier de quelle manière et en quels lieux les systèmes oppressifs fonctionnent et aider à les démanteler. La plate-forme d'action de Beijing élaborée lors de la conférence mondiale sur les femmes en 1995 définit un plan pour l'amélioration de la situation des femmes, décliné en 12 « domaines d'intérêts cruciaux », basée sur le principe des droits humains des femmes. Ceci est un guide et un manuel de travail que les citoyens peuvent utiliser pour évaluer dans quelle mesure leurs propres lois nationales répondent aux critères de la PAB. Le livre part de principes légaux, abstraits à l'expérience humaine vécue. Il rend compte d'exemples précis d'initiatives de femmes dans le monde entier en accord avec les dispositions de la plate-forme d'action. D'un bout à l'autre des chapitres, des exercices sont proposés pour permettre aux femmes d'utiliser les droits humains comme un outil d'analyse et de transformation économique et sociale.

Résumé adapté de http://www.pdhre.org/passport-toc.html. Ce livre s'accompagne d'une vidéo de formation sur la CEDAW (voir ci-dessous).

Uniquement disponible en version imprimée. Pour commander ce livre, contactez The People's Movement for Human Rights Education. Ce livre est également disponible auprès de Women, Ink. Se reporter à la section 6 pour les modalités de commande.

The People's Movement for Human Rights Education (PDHRE), 2003, *Women Hold Up Half the Sky*, New York: The People's Movement for Human Rights Education

Cette série de huit vidéos de formation qui accompagne le manuel de travail présenté ci-dessus vise à enseigner le contenu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et sa pertinence dans la vie quotidienne des femmes. Ces courtes fictions narratives montrant les effets du patriarcat sur les femmes et les filles s'inspirent de récits de la vie réelle. Ils proviennent du monde entier et sont filmés dans quatre pays. En voici une sélection :

- « 5 PESOS » filmé à Rosario, en Argentine, renvoie principalement aux articles 5 (rôles et stéréotypes sexuels) et 10 (éducation) de la CEDAW.
- « Héroisme au Quotidien », filmé au Sénégal, traite essentiellement des articles 7 (vie publique et politique) et 8 (participation au niveau international) de la CEDAW
- « Yalivio » (le prix des femmes), filmé à Zanzibar, en Tanzanie, fait surtout référence à l'article 16 (mariage et famille) de la CEDAW
- "Women Hold Up Half the Sky' (les femmes possèdent la moitié du ciel), filmé à New York, aux États-Unis, traite des article 1 (définition de la discrimination), 2 (mesures politiques à prendre pour éliminer la discrimination), 3 (droits humains fondamentaux), 4 (mesures temporaires spéciales pour atteindre l'égalité) et 13 (prestations économiques et sociales).

- « Safari », filmé à Zanzibar, en Tanzanie aborde principalement l'article 6 (prostitution et trafic sexuel) et l'article 9 (nationalité).

La vidéo s'accompagne d'un manuel de formation des formateurs, à adapter à leurs besoins nationaux et locaux, et leur permettant d'introduire la CEDAW d'un bout à l'autre de leurs sociétés. Même si la série de vidéos et le manuel traitent de la CEDAW, les réalisateurs de cette série pensent que ces matériels peuvent être utilisés comme des outils éducatifs pour enseigner le cadre des droits humains selon une perspective de genre dans la mesure où ils parlent de la vie de tous les jours.

Résumé adapté de http://www.pdhre.org/videoseries.html

Pour commander ces vidéos, contactez The People's Movement for Human Rights Education. Ces vidéos sont également disponibles auprès de Women, Ink. Se reporter à la section 6 pour les modalités de commande.

4.5 Renforcer l'accès des femmes aux fonctions dirigeantes et décisionnelles

Women's Learning Partnership (WLP), 2001, *Leading to Choices: A Leadership Training Handbook for Women*, Bethesda: WLP

Ce manuel se base sur une conceptualisation de la mission dirigeante comme horizontale, inclusive et participative ; comme un processus qui se traduit par un élargissement des choix pour tous en encourageant la communication entre individus qui apprennent l'un de l'autre, créent une vision commune et atteignent un objectif commun forgé par le consensus. Le manuel comporte un chapitre présentant le contexte,12 séances d'ateliers et un appendice contenant des scénarios propres à chaque culture, permettant de cultiver des savoir-faire réels en matière de leadership. Au centre de chaque séance d'ateliers se trouve une étude de cas ou un scénario. Ces scénarios montrent des femmes qui se sont découvert des aptitudes au leadership qui leur ont permis de répondre à une situation délicate au sein de leur communauté. Les scénarios présentent également le travail novateur d'organisations du monde entier qui mettent l'accent sur la prise de décision et la communication participatives entre femmes, en interne comme avec les publics visés. En Jordanie, l'avocate Asma Khader est le fer de lance de la campagne pour éliminer la violence sexospécifique dans son pays. Au Brésil, CEMINA a recours aux technologies de communication pour permettre aux femmes de s'exprimer et promouvoir l'égalité des sexes. Au Pakistan et en Afghanistan, l'Afghan Institute of Learning déploie ses efforts pour éduquer, former et rendre autonomes les femmes et les enfants afghans des camps de réfugiés. Au Nigéria, BAOBAB pour les droits humains des femmes utilise la technologie – du duplicopieur au courrier électronique – pour partager des informations avec des femmes d'Afrique subsaharienne et renforcer leur capacité à participer pleinement à la vie de leur communauté. Les séances suivent une progression pédagogique afin d'encourager

l'implication des participants dans les processus décisionnels et de promouvoir un style de direction participatif. Destiné à être utilisé dans des ateliers interactifs, ce manuel comporte des conseils d'animation permettant à l'utilisateur de créer un environnement stimulant, qui encourage le respect mutuel, le dialogue et la collaboration.

Résumé adapté de : http://www.store.yahoo.com/learningpartnership/trainman.html
Disponible en version imprimée uniquement en anglais, persan, russe, arabe, français et ouzbek auprès de WLP. Ce livre est également disponible auprès de Women, Ink. Se reporter à la section 6 pour les modalités de commande.

WLP, 2003, *Leading to Choices: A Multimedia Curriculum for Leadership Learning,* Bethesda: WLP

Ceci est un kit de formation multimédia destiné à renforcer la capacité des femmes à participer en tant que dirigeantes dans les processus décisionnels qui affectent leur vie. Le programme est basé sur un concept de direction participative qui permet aux femmes et aux hommes de développer des compétences pour prévenir les conflits, partager le pouvoir et former des coalitions en faveur des droits humains, de la justice sociale et de la paix. Le kit fournit des activités interactives, s'appuyant sur des scénarios et des exemples de création de situations d'apprentissage participatives et démocratiques, de mises en oeuvre réussies de campagnes de plaidoyer et de créations de messages mobilisateurs pour des publics ciblés. Ces matériels sont conçus pour les militants des droits humains et de la démocratie, les éducateurs, les femmes dirigeantes et les animateurs qui cherchent à perfectionner leurs propres aptitudes dirigeantes et à renforcer la capacité des femmes à agir pour faire respecter leurs droits sociaux, économiques et légaux. Ce kit multimédia comprend le manuel « Leading to Choices: A Leadership Training Handbook for Women » (voir le résumé ci-dessus), trois guides d'apprentissage et trois vidéos présentant des femmes dirigeantes en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient, partageant des stratégies sur le développement de compétences dirigeantes participatives, le développement de compétences d'animation interactives et la définition de stratégies de plaidoyer et de communication.

Résumé adapté de : http://store.yahoo.com/learningpartnership/leadtochoicm.html
Disponible en version imprimée auprès de WLP. Ce livre est également disponible auprès de Women, Ink. Se reporter à la section 6 pour les modalités de commande.

4.6 Mener un travail de sensibilisation en direction des jeunes

Department of Trade and Industry (DTI), Women and Equality Unit, and the Department for Education and Skills of the UK Government, 2003, 'Does Sex Make a Difference: An Equalities Pack for Young People on International Women's Day', London: DTI
URL: http://www.womenandequalityunit.gov.uk/research/res_pack.pdf

“Get a Life!” (Choisis ta vie !) est un des messages de ce kit qui cherche à expliquer pourquoi les femmes sont sous-représentées en politique, au Royaume-Uni. Les jeunes, en particulier les filles, sont encouragés à s'investir en politique et dans les instances représentatives scolaires, municipales et gouvernementales. La participation des jeunes et des femmes en politique est présentée sous forme de récits positifs. Des activités pour la classe, des conseils pratiques et des coordonnées utiles sont proposés. D'autres problèmes sont abordés comme les stéréotypes instituant qui fait quel travail, l'écart entre les salaires et la violence conjugale. Ce kit de 22 pages a été préparé à l'intention des professeurs des écoles secondaires au Royaume-Uni et autres, pour un travail avec des jeunes dans la semaine précédant la journée internationale des femmes, le 8 mars. Le kit présente l'histoire de la journée internationale des femmes et les inégalités entre hommes et femmes dans différents pays du monde, dont le Royaume-Uni. Il met l'accent sur les inégalités entre hommes et femmes, entre garçons et filles dans ce pays et sur les problèmes qui touchent les jeunes. On y trouve des statistiques comme celle qui montre qu'en moyenne, les garçons ont plus d'argent de poche que les filles. Le kit explore également les raisons qui font que les filles se détournent des matières scientifiques, technologiques et informatiques au niveau du secondaire.

Les kits peuvent être commandés auprès de : DTI Publications (voir les coordonnées en section 6). Référence URN 03/635.

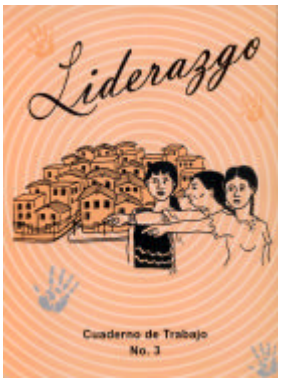
Voir également le site Web Equal Citizen - Gender-Aware Citizenship en section 5 (voir ci-dessous) http://www.equalcitizen.org.uk/

4.7 Matériels pour les ateliers locaux

Equipo de Comunicación Alternativa con Mujeres (ECAM), 2000, *Local Power (Poder Local) Series*, Tarija: ECAM

Cette série de cahiers d'exercices montre en quoi la citoyenneté renvoie à la vie quotidienne des gens et peut la transformer. Des exercices individuels et de groupe invitent les participants à analyser leur situation propre et à identifier leurs besoins et les domaines de discrimination au sein de leur communauté. Un des exercices demande aux gens d'écrire trois droits et trois responsabilités. Un autre demande aux participants des exemples de besoins différents de ceux de leurs partenaires. Il leur est alors demandé qui, à leur avis, pourvoie à ces besoins -- eux-mêmes, leurs familles, leur communauté ou la municipalité. Ceci s'accompagne d'informations et de statistiques complémentaires sur l'inégalité entre les sexes, en cherchant à relier ces inégalités aux expériences sexospécifiques des participants de l'atelier. Les cahiers donnent des informations concrètes sur les processus décisionnels sociaux et politiques dans la municipalité de Tarija, en Bolivie, à partir et autour de ce que les participants ont identifié. Il s'agit entre autres d'informations sur la loi de participation populaire, la répartition des ressources et le fonctionnement du plan de développement. Les cahiers d'exercices abordent les sujets suivants :

1. Genre, identité et respect de soi
2. Démocratie
3. Leadership
4. Participation populaire
5. Culture de la citoyenneté



(Espagnol uniquement)

Pour en savoir plus sur la série, contactez ECAM. Coordonnées en section 6.

5. Ressources électroniques

Une vaste gamme de ressources est disponible sur Internet pour aider ceux qui travaillent en faveur de l'égalité des sexes et des droits des femmes. On y trouve des bases de données de ressources et de documents, des projets de recherche, des outils et des matériels pédagogiques. Notez que les URL des sites Web présentées ici ont été actualisées à la date de novembre 2003.

Siyanda

http://www.siyanda.org

Siyanda est une bases de données en ligne de matériels sur le genre et le développement. C'est également un espace interactif où les praticiens dans le domaine de l'égalité des sexes peuvent mettre leurs idées, leurs expériences et leurs ressources en commun. Tous les résumés et le texte intégral des documents électroniques de cette Boîte à outils (et bien plus) figurent dans la base de données de Siyanda (hébergée par BRIDGE). Tapez la requête "citizenship".

BRIDGE

http://www.ids.ac.uk/bridge

Pour les versions électroniques de ce Kit Actu' (et d'autres précédents comme celui sur le genre et la participation) : http://www.ids.ac.uk/bridge/reports_gend_CEP.html

Versions anglaises, françaises et espagnoles de *En Bref* :
http://www.ids.ac.uk/bridge/Bri_bull.html

Centre for Women's Global Leadership

http://www.cwgl.rutgers.edu/

Ce site propose des ressources en matière de politique publique et de plaidoyer, des outils d'éducation aux droits humains des femmes et pour l'épanouissement du leadership ainsi que des matériels d'étude.

Equal Citizen - Gender-Aware Citizenship

http://www.equalcitizen.org.uk/

Ce site aborde quelques-uns des problèmes fondamentaux de l'égalité des sexes au sein de la jeunesse au Royaume-Uni. Il bouscule les stéréotypes et teste les connaissances de manière à la fois amusante et interactive. Il aborde, entre autres, les thèmes du travail, de l'argent, de la prise de décision et des différences socioculturelles entre les sexes.

Femmes, migration et citoyenneté – Projet de bibliographie

http://www.swc-cfc.gc.ca/pubs/gender_migration/index_e.html

Ce document émanant du Status of Women Canada (Condition féminine Canada) présente des critiques littéraires et des bibliographies sur la race, le genre, le milieu social et la santé dans le contexte canadien.

Il comprend une section sur les problèmes de la citoyenneté pour les femmes immigrées au Canada comme l'accès aux services, la sécurité et l'exclusion culturelle.

Gender, Citizenship and Governance programme, KIT

http://www.kit.nl/gcg/

Le site Web du programme Gender, Citizenship and Governance (GCG) contient des pratiques exemplaires sous forme de rapports de projet d'action et de recherche abordant le renforcement des capacités, la création de réseaux et d'autres liens et ressources sur l'action sociale des femmes.

Global Database of Quotas for Women

http://www.idea.int/quota/index.cfm

Ce site Web donne les pourcentages et les objectifs des quotas dans les pays où ils sont applicables. Il fournit des informations par type de quotas et par pays, ainsi que des ressources et informations complémentaires.

Participation Resource Centre

http://www.ids.ac.uk/ids/particip/information/index.html

Le site Web du Centre de ressources sur la participation de l'IDS présente des abrégés d'une vaste gamme d'informations pratiques sur les approches et les méthodologies participatives : rapports d'étude, manuels de formation, rapports d'atelier, réflexions critiques et bulletins émanant de praticiens et de réseaux.

Participation Toolkit

http://www.toolkitparticipation.com/

Ce kit comprend des outils pour promouvoir la participation citoyenne dans la gouvernante locale. Le site présente également des études de cas, des articles et des liens pour aller plus loin.

South Asia Citizens' Web – sections on Women's Rights and Sexual Minorities

Droits des femmes : http://www.sacw.net/Wmov/index.html

Minorités sexuelles : http://www.sacw.net/SexualityMinorities/index.html

South Asia Citizens Web encourage le dialogue et l'échange d'informations entre et autour des initiatives citoyennes en Asie du Sud. Il présente de nouveaux articles, documents et commentaires de sources variées.

Women in National Parliaments

http://www.ipu.org/wmn-e/world.htm

Ce site Web de l'Union interparlementaire fournit des données comparatives régulièrement mises à jour sur le pourcentage de femmes dans chaque parlement national.

Women's Learning Partnership for Rights, Development, and Peace (WLP)

http://www.learningpartnership.org

Ce site Web fournit des profils, des bibliographies, des faits et chiffres. Il possède également un centre multimédia présentant des extraits audio et vidéo de voix de femmes sur les missions de direction et la participation démocratique, la paix et la sécurité humaine et l'utilisation de la technologie pour le renforcement des capacité des femmes.

6. Réseaux et coordonnées

Cette section fournit les coordonnées de toutes les organisations citées dans ce *Kit actu'*. Elle présente également les coordonnées d'autres organisations ou institutions susceptibles d'aider tous ceux qui travaillent sur les problèmes abordés dans ce kit. Les organisations sont regroupées par région géographique. Notez que les URL des sites Web et adresse électroniques présentés ici ont été actualisées en novembre 2003.

6.1 Afrique

Agenda PO Box 61163 Bishopsgate, 4008 Afrique du Sud Tel: +27 31 304 7001 Fax: +27 31 304 7018 Courriel: editor@agenda.org.za http://www.agenda.org.za/ Sélection d'articles disponibles à : http://www.agenda.org.za/focus.htm	*Agenda* est une revue féministe trimestrielle éditée par un projet de recherche en communication pour les femmes d'Afrique du Sud. Le numéro 47, 2001 est consacré au thème "Realizing Rights" (Inscrire les droits dans la réalité).
Centre for Applied Legal Studies (CALS) – Gender Research Project Contact: Cathi Albertyn Private Bag 3 Wits 2050 Afrique du Sud Tel: +27 11 717 8600 Fax: +27 11 403 2341 Courriel: albertync@law.wits.ac.za http://www.law.wits.ac.za/cals/gender/index.htm	CALS mène un travail de recherche, de formation, de réforme législative et engage des procédures légales d'intérêt public. Son projet de recherche sur le genre vise à informer les débats de politique publique et les processus de réforme législative, à renforcer la participation des femmes dans l'élaboration de politiques et les processus législatifs et à permettre aux groupes ciblés de prendre conscience des problèmes.
Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) bureau d'Afrique du Sud Friedrich-Ebert-Stiftung P.O. Box 412664 Craighall Park 2024 Johannesburg Afrique du Sud Tel: +27 11 341 02 70 Fax: +27 11 341 02 71 Courriel: fessa@fessa.co.za http://www.fes.org.za/index.html	FES est une organisation à but non lucratif qui promeut la démocratie et la justice sociale, de même que l'égalité entre les sexes, au travers du renforcement des capacités, de la formulation de politiques et du dialogue. FES soutient le processus de transformation politique, social et économique en Afrique du Sud.

Gays and Lesbians of Zimbabwe (GALZ) Pvt. Bag A6131, Avondale, Harare, Zimbabwe Tel: +263 (0)4741736 Fax +263 (0)4741736 Courriel: galz@mweb.co.zw	GALZ est un groupe de pression et de défense des droits agissant pour l'inclusion et la non-discrimination des minorités sexuelles au Zimbabwe.
Meer, Shamim P.O. Box 453213, Mayfair, 2108 Johannesburg, Afrique du Sud Courriel: shamim@iafrica.com	Shamim est l'auteur du Panorama de ce *Kit Actu'* sur le genre et la citoyenneté. Elle est chercheuse, auteure et consultante sur les questions relatives au genre, à l'organisation et au développement. Elle a publié *Women Speak: Reflections on our Struggles 1982-1997* (les femmes ont la parole : réflexion sur nos combats) et *Women Land and Authority* (femmes, terre et autorité).
Ministère du Genre et de la Promotion Féminine (MIGEPROFE) B.P. 969, Kigali Rwanda Tel : +250 77 626 / 75 160 Fax: +250 77 543 E-mail: Gender@Rwandatel1.Rwanda1.com	MIGEPROFE est le ministère Rwandais en charge des femmes. Il est au centre des efforts d'intégration du genre au sein du gouvernement et d'autres institutions. Il a supervisé les diverses réformes de politique et apporté son aide aux officiels des autres ministères pour l'intégration systématique du genre. Le MIGEPROFE assume également la charge de déléguer les projets locaux aux conseils locaux de femmes et aux O.N.G. de femmes.
Sister Namibia PO Box 40092, Windhoek, Namibie Tel: +264 61 230618 Fax: +264 61 230671 Courriel: sister@iafrica.com.na	Sister Namibia cherche à éveiller les consciences sur la façon dont les systèmes de pouvoir politiques, sociaux, culturels, judiciaires et économiques contrôlent les femmes et les filles ; elle combat le racisme, le sexisme et l'homophobie. L'organisation coordonne un centre qui rassemble des matériaux sur les questions sexospécifiques, mène des recherches et propose des formations en direction des femmes sur le leadership, les droits humains et le virus HIV/SIDA. Sister Namibia a pris une part active à l'élaboration du Namibian Women's Manifesto Network (Réseau du manifeste des femmes namibiennes, voir l'étude de cas dans le Panorama de ce *Kit Actu'*).
Tanzania Media Women Association (TAMWA) P. O. Box 8981, Dar es Salaam, Tanzanie. Tel: +255 (22) 2115278 Fax: +255 (22) 2115278 Courriel: info@tamwa.or.tz http://www.tamwa.or.tz/index.html	TAMWA cherche à informer et mettre en valeur les questions et problèmes qui font obstacle à l'émancipation des femmes en tant que membres égaux et à part entière de la société. Elle s'y emploie au moyen de travaux de recherche, réunions et séminaires, d'articles et d'informations pour la presse, de programmes pour la radio et la télévision et de campagnes en direction des groupes marginalisés.

6.2 Le monde arabe

Machreq/Maghreb Gender Linking & Information Project (MacMag GLIP) Contact: Lina Abou-Habib P.O.Box: 165302 Achrafieh 11 00 2030 Beyrouth Liban Courriel: labouhabib@macmag-glip.org http://www.macmag-glip.org/	MacMag GLIP travaille à la mise en commun des informations disponibles au sein et d'un bout à l'autre de la région Maghreb/Moyen-Orient, au renforcement des savoir-faire pratiques et des connaissances conceptuelles, et conçoit des matériels de communication et des ressources pédagogiques et de formation. MacMag GLIP a récemment mené des études pour un projet sur le Droit des femmes à la nationalité (voir le Panorama de ce Kit Actu' pour une étude de cas de ce projet).
Shirkat Gah Women's Resource Centre PO Box 5192, Lahore, Pakistan Courriel: sgah@lhr.comsats.net.pk	SG est le bureau de coordination des « Femmes vivant sous les lois musulmanes » en Asie. SG déploie des efforts en faveur de l'autonomisation des femmes et de la justice sociale, axés principalement sur les questions de loi et de statut, et sur les femmes et le développement durable (droits reproductifs compris).
UNDP Programme on Governance in the Arab Region (POGAR) – Gender and Citizenship Initiative UNDP Regional Bureau for the Arab States UN House, Riad El-Solh Square, Beyrouth Liban Courriel: pogar@pogar.org http://www.undp-pogar.org/activities/citizenship/	L'initiative POGAR sur le genre et la citoyenneté vise à encourager le dialogue politique, sensibiliser et renforcer les capacités et les partenariats dans la région. Le programme cherche à identifier les points d'entrée stratégiques pour faire avancer la question de la citoyenneté des femmes dans la région et s'intéresse particulièrement à deux points d'entrée spécifiques liés à ce qu'est la citoyenneté dans le monde arabe : la législation sur la nationalité et les cartes d'identité.

6.3 Asie et Pacifique

The Centre for Legislative Development (CLD) Suite 1703 MPO Bldg. San Miguel Avenue, Ortigas Center, Pasig City 1600 Philippines Tel:+632 6872083 Fax:+632 6872082 http://www.cld.org/	Le programme genre et gouvernance du CLD facilite la participation active et informée, pleine et entière et à égalité des femmes dans les processus décisionnels en tant que porte-paroles et/ou détentrices de fonctions formelles assorties d'une autorité et d'un pouvoir politique. Le CLD offre des services de recherche, de formation et de développement de l'information.
Durbar Mahila Samanwaya Committee 8/2 , Bhawani Dutta Lane Calcutta, 700 073, Inde Tel: +91 33 241 6200 Fax: +91 33 241 6283 Courriel: sjana@giascl01.vsnl.net.in	Durbar est une fédération d'organisations autonomes de travailleurs du sexe qui effectuent un travail de pression et ont mis en place des conseils d'autorégulation pour ouvrir des espaces de débat et de propagande pour les droits et la participation des travailleurs du sexe.

Nagorik Uddyog (NU) (L'initiative citoyenne) House #19/1 (2nd Floor) Road #15 (New) 28 (Old) Dhanmondi Dhaka – 1209 Bangladesh Courriel: zhossain@agni.com	NU vise à aider les groupes marginalisés tels que les femmes et les pauvres à comprendre leurs droits en tant que citoyens et à créer les conditions qui leur permettront de fonder des institutions et de se mobiliser pour promouvoir et protéger leurs propres intérêts. Les publications peuvent être commandées auprès de One World Action (voir les coordonnées ci-dessous)
Naripokkho Contact: Shireen Huq G.P.O. Box 723 Dhaka 1000 Bangladesh Tel: +880 2 861 1033 / +880 2 811 9917 Fax: +880 2 861 6919 Courriel: shihuq@danida-psu.org	Naripokkho est une organisation militante qui agit sur les thèmes, entre autres, des droits humains, des violences faites aux femmes, des droits génésiques et de la problématique homme- femmes en développement. Naripokkho soutient les organisations de femmes à l'échelon local en les aidant à se constituer un électorat et organise des séminaires thématiques et des formations aux activités de sensibilisation au genre pour diverses organisations. Elle anime également des ateliers nationaux et mène un travail de recherche scientifique et de consultance.
Swayam Shikshan Prayog (SSP) 58, CVOD Jain High School 84, Samuel Street, Dongri Mumbai 400009, Inde Tel: +91 022 3719995, 3780730 Tel/Fax: +91 022 3700853 Courriel: ssp2000@vsnl.com http://www.sspindia.org	SSP est engagé dans le renforcement des capacités des collectifs de femmes rurales en terme d'accès et de gestion des ressources, pour les mettre en mesure de participer aux processus décisionnels touchant à la répartition et à la gestion de ces ressources. L'organisation est partenaire de plus de 1680 groupes d'épargne et de crédit et regroupe 22,507 femmes des communautés rurales.

6.4 Europe

B.a.B.e. Croatia Vlaska 79, 10 000 Zagreb Croatie Tel/Fax: +385 1 46 11 686 Courriel: babe@zamir.net http://www.babe.hr	B.a.B.e. agit pour la reconnaissance et une meilleure considération des droits humains des femmes tels que les choix reproductifs et la liberté de se soustraire à la violence. Elle promeut une participation égale dans tous les aspects de la société, en particulier dans les rôles politiques et dirigeants.
BRIDGE Institute of Development Studies University of Sussex, Brighton BN1 9RE, Royaume-Uni Tel: +44 (0)1273 606261 Fax: +44 (0)1273 621202 Courriel: bridge@ids.ac.uk http://www.ids.ac.uk/bridge www.siyanda.org.	BRIDGE fournit des informations accessibles sur les problèmes clés du genre et développement à l'usage des chercheurs, responsables politiques et praticiens. Il cherche à combler le fossé entre recherche, politique et pratique par l'apport d'une grande variété de publications imprimées et de ressources en ligne. BRIDGE héberge le site Siyanda – une base de données en ligne de resources en genre et développement.

Cambridge University Press The Edinburgh Building, Shaftsbury Road, Cambridge, CB2 2RU, Royaume-Uni Tel: +44 (0)1223 326050 Fax +44 (0)1223 326111 Courriel directcustserve@cambridge.org. http://uk.cambridge.org/default.htm	Contacter Cambridge University Press pour commander le livre de Chilla Bulbeck : *Re-Orienting Western Feminisms: Women's Diversity in a Postcolonial World* (réorienter les féminismes occidentaux : la diversité féminine dans un monde postcolonial)
Development Research Centre (DRC) on Citizenship, Participation and Accountability Contact: Joanna Wheeler Institute of Development Studies (IDS) University of Sussex Brighton BN1 9RE Royaume-Uni Tel: +44 (0)1273 678646 Fax: +44 (0)1273 621202 Courriel: drcinfo@ids.ac.uk http://www.drc-citizenship.org/	Le Centre de recherche en développement est un partenariat de recherche internationale basé à l'IDS, qui explore de nouvelles formes de citoyenneté pour que les droits des pauvres deviennent une réalité. Il comprend un réseau de chercheurs et de patriciens travaillant avec des institutions de recherche et des organisations de la société civile. Une bonne part de son travail s'intéresse à la citoyenneté du point de vue de l'égalité des sexes. Le DRC a également contribué à ce *Kit actu'* (voir le Panorama de ce Kit pour une étude de cas sur le mouvement des femmes zapatistes menée par un partenaire du DRC).
Department of Trade and Industry (DTI) Publications Orderline ADMAIL 528, London SW1W 8YT Royaume-Uni Tel: +44 (0)870 1502500 Fax: +44 (0)870 1502333 Courriel publications@dti.gsi.gov.uk http://www.dti.gov.uk http://www.womenandequalityunit.gov.uk/	Le ministère du Commerce et de l'Industrie britannique abrite la Division en charge des questions féminines et d'égalité au sein du gouvernement britannique, qui vise à apporter des améliorations à la situation des femmes qui bénéficieront à l'ensemble de la société ; à promouvoir l'égalité pour tous, en particulier dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de services gouvernementaux. Le ministère du Commerce et de l'Industrie produit un certain nombre de publications sur les femmes et l'égalité des sexes.
Fawcett Society 1-3 Berry Street London EC1V 0AA Tel: +44 (0)20 7253 2598 Fax: +44 (0)20 7253 2599 Courriel: info@fawcettsociety.org.uk http://www.fawcettsociety.org.uk/ http://www.equalcitizen.org.uk	Fawcett est une organisation propagandiste en faveur de l'égalité des sexes au Royaume-Uni. Fawcett mène des recherches, des activités de sensibilisation et de lobbying et produit un certain nombre de publications. Elle se préoccupe actuellement d'accroître le nombre des femmes dans les instances politiques et travaille sur un projet d'éducation citoyenne (se reporter à la section 5 de cette boîte à outils pour plus de détails)
Feminist Review Courriel: feminist-review@unl.ac.uk http://www.feminist-review.com/ Feminist Review est publiée par : **Palgrave Macmillan** Houndmills Basingstoke RG21 6XS Pour s'abonner : Courriel : subscriptions@palgrave.com http://www.palgrave-journals.com/pal/	La Feminist Review est une revue qui cherche à relier la recherche et la théorie à la pratique politique. Elle couvre aussi bien les problèmes socio-économiques que de représentation culturelle.

Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH - German Technical Cooperation Contact: Barbara Häming Hans-Jürgen Halbwachs Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5 Postfach 51 80 65726 Eschborn, Allemagne Tel: +49 (0)6196 79 1454 Fax: +49 (0)6196 79 1654 Courriel: Barbara.Haeming@gtz.de http://www.gtz.de	GTZ est l'agence gouvernementale allemande pour le développement et la coopération. Son travail consiste à diffuser des connaissances techniques mais aussi à transmettre les savoir-faires organisationnels et qui ont cours au sein de l'entreprise. Le GTZ a élaboré toute une gamme d'instruments pratiques destinées à intégrer la dimension du genre dans divers secteurs, dont son programme sur la réforme politique. Il conduit également un projet sur l'établissement de services de conseils en politique sociale et juridiq en direction des femmes.
Lister, Professor Ruth Loughborough University Loughborough Leicestershire LE11 3TU Royaume-Uni Courriel: m.r.lister@lboro.ac.uk http://www.lboro.ac.uk/	Ruth Lister est professeur en politique sociale à l'université de Loughborough. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages sur les approches féministes de la citoyenneté.
One World Action Contact: Zohra Khan Bradley's Close White Lion Street London N1 9PF Royaume-Uni Tel: +44 (0)20 7833 4075 Fax: +44 (0)20 7833 4102 Courriel: zkhan@oneworldaction.org http://www.oneworldaction.org/ Closing the Gap project see: http://www.oneworldaction.org/ClosingGap.html	One World Action est une O.N.G. internationale qui dispense financement, expertise et aide matérielle aux organisations qui se consacrent au renforcement des processus démocratiques et à l'amélioration de la vie des gens dans les pays pauvres et en développement. Le programme régional de One World Action sur le genre et la gouvernance encourage la citoyenneté active des femmes en Amérique centrale. OWA mène également un projet visant à « combler le fossé » entre politiques et pratiques en matière de genre, développement et droits humains des femmes. OWA mène un projet avec Nagorik Uddyog sur l'accès des femmes à la justice (voir la section 3 de cette Boîte à outils).
Oxfam – *Gender and Development* journal Contact: Caroline Sweetman 274 Banbury Road, Oxford OX2 7DZ Royaume-Uni Tel: +44 (0)870 333 2700 Courriel: csweetman@oxfam.co.uk http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/gender/gad/	*Gender and Development* paraît trois fois dans l'année sous forme de revue thématique. Elle vise à encourager l'acquisition de connaissances sur les pratiques et politiques du développement qui cherchent à promouvoir l'égalité des sexes.

Royal Tropical Institute (KIT) Gender Contact: Ms. M. Mukhopadhyay P.O. Box 95001 1090 HA Amsterdam Pays-Bas Phone +31 20 5688 306 Fax +31 20 5688 409 Courriel: Gender@kit.nl http://www.kit.nl/gender/ For the Gender, Citizenship and Governance Programme contact: m.potter@kit.nl http://www.kit.nl/gender/html/gender__citizenship__governan.asp	KIT Gender propose des formations, des activités de consultance et mène des recherches sur les questions sexospécifiques pour apporter une perspective de genre dans les politiques du développement et les processus de programmation. Le programme sur le Genre, la citoyenneté et la gouvernance (Gender, Citizenship and Governance (GCG) Programme) mène des projets d'action-recherche dans le but d'élaborer des stratégies qui placent l'égalité et l'équité entre les sexes au coeur du débat sur la bonne gouvernance et ses pratiques à l'échelle mondiale.
SNV Netherlands Development Organisation Bezuidenhoutseweg 161 2594 AG, La Hague Pays-Bas Tel.: +31 (0)70 344 02 44 Fax: +31 (0)70 385 55 31 E-mail: informatie@snv.nl http://www.snvworld.org/	La gouvernance locale est un des quatre thèmes de prédilection actuelle de SNV. Le programme s'appuie sur l'expérience considérable de l'organisation en matière de renforcement des capacités des municipalités, en particulier dans les approches de planification participative, l'aide à la gestion et la provision de services. Le programme met l'accent sur le renforcement de la transparence et des partenariats.
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Centre de contact sous-régional pour l'Europe de l'Est Courriel: ecis.surf@undp.org http://www.ecissurf.org/index.cfm	Le centre de contact sous-régional pour l'Europe de l'Est du PNUD fournit aux bureaux de pays une assistance pour la mise en œuvre éffective des projets et programmes nationaux, au travers de directives, de pratiques exemplaires et d'évaluations générales, actualisées, de la situation.
Women In Development Europe (WIDE) rue de la Science 10, 1000 Bruxelles, Belgique Tel: +32 2 545 90 70 Fax: +32 2 512 73 42 Courriel: wide@gn.apc.org http://www.eurosur.org/wide/home.htm	WIDE est un réseau européen de spécialistes des questions relatives au genre, de femmes actives dans les O.N.G. travaillant dans le domaine du développement et de militants des droits de l'homme. WIDE produit une vaste gamme de publications dont une série de bulletins trés complets sur les problèmes fondamentaux, comportant des outils et des directives pratiques.
Women Living Under Muslim Laws (WLUML) - International Coordination Office PO Box 28445, London, N19 5NZ, Royaume-Uni Courriel: run@gn.apc.org http://www.wluml.org	WLUML est un réseau établi en vue d'accroître l'autonomie des femmes affectées par les lois musulmanes en permettant l'interaction et l'émergence d'une solidarité mutuelle. WLUML fournit des informations sous forme imprimée et électronique et lance des appels à l'action. Elle possède des bureaux à Lagos, Lahore et Londres.
Yuval-Davis, Professor Nira University of East London Docklands Campus 4 University Way London E16 2RD Royaume-Uni Courriel: N.Yuval-davis@uel.ac.uk http://www.uel.ac.uk/	Nira Yuval-Davis est professeur à la School of Cultural and Innovation Studies de l'université de Londres-Est. Elle est l'auteur de nombreux écrits sur la race, l'éthnicité, le nationalisme et la citoyenneté.

6.5 Amérique latine et Caraïbes

Asociación de Comunicadores Sociales Calandria Cahuide 752 Lima 11, Perou Tel: +51 1 4716473 Fax: +51 1 4712553 Courriel: cpcalandria@terra.com.pe http://www.caland.org.pe	Calandria est une organisation de la société civile qui cherche à faciliter la communication entre les individus, la société civile et l'État. Elle mène des formations au leadership pour les femmes et a lancé une campagne pour accroître la participation politique des femmes. Elle tient une "Caravana Ciudadana" (caravane citoyenne) sur les places publiques ou elle fournit des informations et organise des débats sur les élections.
Centro de Estudios de la Mujer (CEM-H) Apartado Postal 3543, Tegucigalpa Honduras Tel/Fax: +504 232 61 53/232 63 01 Courriel: cemh@cablecolor.hn	O.N.G. travaillant en faveur de la citoyenneté et des droits des femmes au travers du renforcement des capacités, du leadership et de la participation active en politique aux niveaux local, régionales, nationales et globale. CEM-H participe au programme régional sur le genre à la gouvernance de One World Action.
Cholonautas Project, Courriel: cholonautas@iep.org.pe http://www.cholonautas.edu.pe	Cholonautas est une communauté scientifique virtuelle pour le développement des sciences sociales au Pérou. Son site Web comporte une bibliographie sur les interprétations historiques et culturelles de la citoyenneté (documents en espagnol).
Citizenship, Studies, Information, Action (CEPIA) Contacts: Rosana Heringer et Dayse Miranda Rua do Russel 694/201 Gloria, Rio de Janeiro, RJ 22210-010 Brésil Tel: +55 21 25586115 / 21 22052136 Courriel: rosana@cepia.org.br dayse@cepia.org.br http://www.cepia.org.br/	Cepia est une O.N.G. qui agit en faveur des droits humains et citoyens, en particulier au sein des groupes historiquement exclus de la possibilité d'exercer pleinement leur citoyenneté au Brésil, travaillant dans le souci de l'égalité des sexes et dans un cadre de droits humains.
Cortez Ruiz, Dr Carlos Universidad Autónoma Metropolitana Xochimilco Calzada del hueso 1100, Colonia Villa Quietud Delegación Coyoacan, C.P. 04960, México D.F. Tel: +52 55 54837066 Fax: +52 55 54837000 Courriel: corc4411@cueyatl.uam.mx	Carlos Cortez Ruiz est coordinateur du programme de recherche interdisciplinaire sur le « développement humain au Chiapas » et membre du groupe d'études mexicain du Centre de recherche en développement sur la citoyenneté, la participation et la reddition comptable/transparence. Se reporter à l'étude de cas du Panorama de ce kit.
Las Dignas (Women's Association for Dignity and Life) P.O. Box 05-140 Metrocentro San Salvador Salvador Amérique centrale Tel: +503 284 9550 Fax: +503 284 9551 Courriel: administracion@lasdignas.org.sv http://www.lasdignas.org.sv	Las Dignas travaille sur l'éducation en matière d'égalité, de participation politique, de justice économique et sur les violences à l'égard des femmes. L'association fournit une aide aux groupes de femmes, à la formation et au plaidoyer. Las Dignas participe au programme régional de One World Action sur le genre et la gouvernance.

Equipo de Comunicación Alternativa con Mujeres (ECAM) Casilla Postal 481, Tarija Bolivie Tel: +591 66 38386 Fax: +591 66 33692 Courriel: ecam@mail.cosett.com.bo	ECAM a recours à l'éducation populaire pour renforcer les droits citoyens des femmes des communautés urbaines au travers d'un meilleur accès à la participation et à la prise de décision politique au niveau local à Tarija, en Bolivie.
Grupo Venancia Nicaragua Fax: +505 612 2963 Courriel: venancia@nicarao.apc.org.ni	Grupo Venancia est un collectif d'éducation populaire féministe dont l'objectif est de renforcer le leadership féminin est de faire évoluer les préjugés et pratiques discriminatoires. is a feminist popular education collective with the objectives of strengthening women's leadership and transforming discriminatory beliefs and practices. Grupo Venancia participe au programme régional de One World Action sur le genre et la gouvernance.
ICC Project Contact: Rosana Heringer Courriel: rosana@cepia.org.br or Dayse Miranda Courriel: dayse@cepia.org.br Tel/Fax: +55 21 2558 6115	Contacter Rosana Heringer ou Dayse Miranda pour de plus amples renseignements sur l'étude de cas concernant ce projet.
Programa de Derechos Indígenas (Programme pour la reconnaissance des droits indigènes) Instituto de Estudios Indígenas Montevideo Nº 0870, Casilla Postal 54-D Chili Tel: +56 (45) 325151 Fax: +56 (45) 325154 Courriel: iei@ufro.cl http://www.derechosindigenas.cl	Le Programme pour la reconnaissance des droits indigènes de l'Institut des études indigènes vise à sensibiliser le public, générer un dialogue entre les groupes indigènes et l'État et déploient des efforts en faveur d'une réforme législative protégeant les droits des indigènes du Chili.
Servicio Nacional De La Mujer (SERNAM) Teatinos 950, piso 5 Santiago Chili Tel: +56 2 5496100 Fax: +56 2 5496247 Courriel: info@sernam.cl http://www.sernam.gov.cl	SERNAM est la structure nationale en charge des femmes au Chili. Ses priorités actuelles s'organisent autour des thèmes de la pauvreté et de l'indépendance économique, des droits et de la participation, de la famille et du bien-être au quotidien et des politiques publiques pour l'égalité des chances.
Tierra Viva - Agrupación de Mujeres 12 Calle "A" 3-35 Zona 1 Ville de Guatemala, Guatemala Courriel: gftierraviva@guate.net	Tierra Viva est une O.N.G. qui cherche à influencer les prises de décision politiques, vient en aide aux organisations locales de femmes et tente de sensibiliser aux droits des femmes. L'organisation participe au programme régional de One World Action sur le genre et la gouvernance.

6.6 Amerique du Nord et Canada

The Centre for Development and Population Activities (CEDPA) 1400 16th Street NW, Suite 100 Washington, D.C. 20036 USA Phone: +1 (202) 667 1142 Fax: +1 (202) 332 4496 Courriel: cmail@cedpa.org http://www.cedpa.org/	CEDPA est une organisation internationale qui se consacre aux problèmes des femmes dans les domaines de la santé génétique et du planning familial. CEDPA soutient les efforts déployés en faveur de la formation au leadership, de la participation politique et de l'organisation locale des femmes dans le monde entier.
The Center for Women's Global Leadership (CWGL) Douglass College Rutgers, The State University of New Jersey 160 Ryders Lane New Brunswick, NJ 08901-8555 USA Tel: +1 (732) 932 8782 Fax: +1 (732) 932 1180 Courriel: cwgl@igc.org http://www.cwgl.rutgers.edu	Les programmes du CWGL encouragent le leadership féminin et avancent des points de vue féministes dans les processus où s'élaborent les politiques aux niveaux local, national et international. Le centre organise des programmes de leadership féminin mondial, des activités de planification stratégique, des campagnes de mobilisation internationale, suit les activités de l'ONU, mène des recherches en éducation mondiale, produit diverses publications et dispose d'un centre documentaire.
Coronado, Irasema Dept of Political Science, University of Texas at El Paso, El Paso, TX 79968 USA Tel: +1 (915) 747 7980 Fax: +1 (915) 747 6616 Courriel: icoronado@utep.edu	Irasema Coronado est professeur assistante de science politique à l'université du Texas d'El Paso. Elle est co-auteure de l'article sur l'organisation transfrontalière des femmes présentées dans le bulletin *En Bref* de ce kit. Irasema est vice-présidente de la Coalition contre les violences à l'égard des femmes et des familles à la frontière américaino-mexicaine.
Deere, Carmen Diana Director of the Center for Latin American, Caribbean & Latino Studies, University of Massachusetts, Amherst MA 01003 USA Tel: +1 (413) 545 0455 Courriel: deere@econs.umass.edu	Carmen Diana Deere est économiste en développement, spécialiste des questions de développement agricole en Amérique latine. Ses recherches ont essentiellement porté sur le genre et développement, l'économie des ménages paysans, la réforme agraire et l'organisation de la production dans la période de transition vers le socialisme.
International Centre for Research on Women (ICRW) 1717 Massachusetts Avenue, NW , Suite 302 Washington DC 20036 USA Tel: +1 (202) 797 0007 Fax: +1 (202) 797 0020 Courriel: info@icrw.org http://www.icrw.org/projects/prowid/prowid.htm http://www.icrw.org/	L'ICRW mène des activités de recherche, de renforcement des capacités et de plaidoyer sur les questions relatives à la condition économique, sanitaire et social des femmes. Les bourses PROWID (Promoting Women in Development) de l'ICRW ont soutenu une série d'initiatives de plaidoyer et de recherches en politiques orientées action dans divers domaines comme la gouvernance et la société civile et le leadership féminin.

Centre de Recherche en Développement International (CRDI) – Section Genre 250 Albert Street, P.O. Box 8500 Ottawa, Ontario, Canada K1G 3H9 Tel: +1 (613) 236 6163 ext. 2263 Fax: +1 (613) 567 7748 Courriel: gsd@idrc.ca http://www.idrc.ca/gender	La Secion Genre » du Centre de recherche en développement international mène des études sur les questions sexospécifiques et travaille à la généralisation de l'analyse selon le genre dans tous les domaines de l'IDRC. La Section Genre a choisi pour thème de recherche 2001-2004 : « Femmes et hommes face à la justice, à la citoyenneté et aux droits ». Pour en savoir plus, voir la page "programme de recherche" de ce site. La Section Genre du CRDI lance également un concours de recherche sur le thème « Décentralisation et droit des femmes dans l'Afrique subsaharienne ».
International Women's Rights Action Watch (IWRAW) Hubert Humphrey Institute of Public Affairs University of Minnesota 301-19th Avenue South Minneapolis, MN 55455 USA Tel: +1 (612) 625 5557 Fax: +1 (612) 624 0068 Courriel: iwraw@hhh.umn.edu http://iwraw.igc.org/	IWRAW est aujourd'hui la principale ONG internationale permettant de recourir aux traités internationaux sur les droits humains en vue de promouvoir les droits humains des femmes et les droits au sein des familles. L'IWRAW agit en faveur de la reconnaissance des droits humains des femmes selon les dispositions de la CEDAW, y compris en assistant la production de rapports alternatifs auprès de la CEDAW (outils et directives présentées en section 4).
The People's Movement for Human Rights Education (PDHRE) 526 West 111th Street, New York, NY 10025 USA Tel: +1 (212) 749 3156 Fax: +1 (212) 666 6325 Courriel: pdhre@igc.apc.org	PDHRE est une organisation qui cherche à développer et faire progresser une éducation aux droits humains tenant compte des réalités quotidiennes des gens. L'organisation publie et diffuse des manuels de formation aux droits humains et des matériels pédagogiques et soutient par ailleurs l'action de groupes locaux et de simples citoyens. Nombre de ses publications traitent des instruments en faveur des droits humains comme la PAB et la CEDAW.

Polity Press. Lecteurs des USA, du Canada, d'Amérique centrale et du Sud ou des Caraïbes, contactez : Blackwell Publishers, C/O AIDC, P.O.Box 20, Williston VT 05495-0020 USA Tel: +1 (800) 216 2522 Fax: +1 (802) 864 7626. Autres pays, contactez : Marston Book Services, PO Box 269, Abingdon, Oxon, OX14 4YN, UK Tel: +44 (0)1235 465550 Fax: +44 (0)1235 465555 Courriel: direct.orders@marston.co.uk. http://www.polity.co.uk/ordering.asp	Contacter Polity Press pour commander le livre de Louise Ackers : *Shifting Spaces: Women, Citizenship and Migration within the European Union*
Routledge, 29 West 35th street, New York, NY 10001, USA. Courriel: info@routledge-ny.com	Contacter Routledge pour commander le livre de Lori Handrahan : *Gendering Ethnicity - Implications for Democracy Assistance in Kyrgyzstan*
Condition Féminine Canada MacDonald Building 123 Slater Street, 10th Floor Ottawa, Ontario K1P 1H9 Canada Tel: +1 (613) 995 7835 Fax: +1 (613) 957 3359 Courriel: publications@swc-cfc.gc.ca	CFC est le ministère canadien chargé de promouvoir l'égalité des sexes. Il œuvre dans trois domaines : améliorer le bien-être et l'indépendance économique des femmes ; éradiquer la violence systémique à l'égard des femmes et des enfants ; promouvoir les droits humains des femmes. Il soutient notamment les organisations de femmes qui travaillent sur ces questions. CFC produit également un certain nombre de publications et de ressources en ligne sur la problématique homme-femme.
Staudt, Kathleen Dept of Political Science, University of Texas at El Paso, El Paso, TX 79968 USA Tel: + 1 (915) 747 7975 Fax: +1 (915) 747 6616 Courriel: kstaudt@utep.edu	Kathleen Staudt est professeur de science politique à l'université du Texas d'El Paso. Elle est co-auteure de l'article sur l'organisation transfrontalière des femmes présentées dans le bulletin *En Bref* de ce kit. Kathleen milite activement dans la Coalition contre les violences à l'égard des femmes et des familles à la frontière américaino-mexicaine.

United Nations Development Fund for Women (UNIFEM) United Nations Development Fund for Women 304 E45th Street 15th Floor New York, NY 10017 USA Tel: +1 (212) 906 6400 Fax: +1 (212) 906 6705 Courriel: unifem@undp.org http://www.unifem.org	Les priorités actuelles de l'UNIFEM vont au renforcement du leadership féminin, l'aide à la mise en œuvre des dispositions de la CEDAW, la création d'environnements légaux et institutionnels favorisant l'accès et la possession des ressources et l'analyse budgétaire en termes de genre. UNIFEM publie de nombreuses ressources sur ces thèmes.
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) One United Nations Plaza New York, NY 10017 USA Fax: +1 (212) 906 5364 Courriel: enquiries@undp.org http://www.undp.org/gender/resources.htm	Le PNUD produit également des ressources fondamentales sur le genre et le développement
Division des Nations unies pour la promotion des femmes (DAW) 2 UN Plaza, DC2-12th Floor New York, NY, 10017 USA Fax: +1 (212) 963 3463 Courriel: daw@un.org http://www.un.org/womenwatch/daw/	La division des Nations unies pour la promotion des femmes vise à garantir la participation des femmes dans un partenariat égal avec les hommes dans tous les aspects de la recherche humaine. Il encourage l'intégration des femmes en tant que participantes et bénéficiaires à parts égale du développement durable, de la paix et de la sécurité, de la gouvernance et des droits humains. Il soutient les efforts de mise en oeuvre de la plate-forme d'action de Beijing et fournit un ensemble de services matériels et techniques au Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).
Women, Ink Contact: Yasna Uberoi 777 United Nations Plaza, New York, NY 10017, USA Tel: +1 (212) 687 8633 ext. 204 Fax: +1 (212) 661 2704 E-mail: wink@womenink.org http://www.womenink.org	Women, Ink est le point de vente et de diffusion de l'IWTC pour tous les ouvrages concernant les femmes et le développement, qui accorde une place particulière aux matériels produits par les femmes du Sud. Toutes les commandes doivent être prépayées par carte de credit (MasterCard/Visa), chèque (en dollars US émis par une banque américaine) ou virement direct sur le compte de Women, Ink (Chase Bank, New York #152012761). Frais d'expédition pour ces titres uniquement : Amérique du Nord 5.00 $ US pour le premier livre, 2.00 $ US pour chaque commande supplémentaire ; Autres pays – premier 6.00 $ US, 3.00 $ US pour chaque exemplaire supplémentaire (acheminement par voie de surface).

Women's International Coalition for Economic Justice (WICEJ) 12 Dongan Place #206 New York, NY 10040 USA Courriel: info@wicej.org	WICEJ est une coalition internationale qui cherche à relier le genre aux politiques macro-économiques dans les sphères où se décident les politques intergouvernementales internationales, du point de vue des droits humains. WICEJ mène des campagnes de plaidoyer et conçoit des outils de plaidoyer en faveur de l'utilisation des instruments internationaux.
Women's Learning Partnership for Rights, Development, and Peace (WLP) 4343 Montgomery Avenue, Suite 201 Bethesda, MD 20814, USA Tel: (1) 301 654 2774 Fax: (1) 301 654 2775 Courriel: wlp@learningpartnership.org http://www.learningpartnership.org/	WLP est une O.N.G. internationales qui donnent aux femmes et aux filles du Sud les moyens de ré-inventer et re-structurer leurs rôles au sein de leurs familles, de leurs communautés et de leurs sociétés. Pour ce faire,WLP propose des formations leadership, soutient les programmes de renforcement des capacités et aide les femmes à produire et recevoir des informations et des connaissances.
World Neighbors (WN) 4127 NW 122 Street Oklahoma City, OK 73120 USA Tel: +1 (800) 242 6387 or +1 (405) 752 9700 FAX (405) 752 9393 Courriel: info@wn.org http://www.wn.org/ Online store: http://www.wn.org/WNstore/ **Work of Women** Courriel: wow@wn.org http://www.workofwomen.org/index.htm	WN travaille avec les populations rurales pauvres de 15 pays en vue de renforcer la capacité des individus et des communautés à résoudre leurs propres problèmes de famine, de pauvreté et de maladie. Ils offrent une vaste gamme de matériels à l'usage des praticiens du développement, des responsables politiques et des éducateurs. L'organisation Work of Women au sein de WN donne accès à des programmes de formation et d'éducation, à des crédits pour les micro-entreprises, aux soins et à l'eau potable aux femmes et aux enfants vivant dans les communautés éloignées en Asie, en Afrique et en Amérique latine.
Zuckerman, Elaine Gender Action 1443 S Street NW, Unit 2 Washington DC 20009-3819 USA Courriel: elainez@genderaction.org Gender Action website: http://www.charityadvantage.com/genderaction/HomePage.asp	Elaine Zuckerman a travaillé sur la promotion de l'égalité des sexes en vue de réduire la pauvreté et d'encourager la croissance économique -- eût égard, en particulier, à l'hermétisme des banques multilatérales de développement en matière d'égalité des sexes dans les grands investissements. Elle a récemment lancé « Gender Action » afin que les hommes et les femmes participent et bénéficient à part égale des investissements multilatéraux dans les pays en développement. (Voir le Panorama de ce kit sur le DSRP rwandais).